

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(88)336

Vol. 1988/0011

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(88) 336 Final

Bruxelles, le 2 mars 1988

BUDGET GENERAL - EXERCICE 1988
SECTION III - COMMISSION - PARTIE B

VIREMENT DE CREDITS N° 49/87

(Dépenses obligatoires)

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIES AGRICOLES SECTION "GARANTIE"

	en Ecus
<u>DU CHAPITRE 12 - HUILE D'OLIVE</u>	
Article 120 - <u>Restitutions pour l'huile d'olive</u>	25.760.000
<u>DU CHAPITRE 14 - PLANTES TEXTILES ET VERS A SOIE</u>	
Article 140 - <u>Lin textile et chanvre</u>	
Poste 1400 - Aides à la production de lin textile	2.980.000
Poste 1401 - Actions spécifiques	1.490.000
Poste 1402 - Aides à la production de chanvre	1.350.000
Poste 1409 - Autres interventions	2.000.000
Article 141 - <u>Coton</u>	145.260.000
<u>DU CHAPITRE 16 - PRODUITS DU SECTEUR VITI-VINICOLE</u>	
Article 160 - <u>Restitutions pour les produits du secteur viti-vinicole</u>	25.590.000
Article 161 - <u>Interventions pour les produits du secteur viti-vinicole</u>	
Poste 1610 - Interventions sous forme de stockage de vins et moûts de raisin	54.830.000
Poste 1611 - Distillation du vin	54.980.000
Poste 1612 - Distillation obligatoire des sous-produits de la vinification	10.600.000
Poste 1613 - Aides à l'utilisation des moûts	90.200.000
Poste 1614 - Prise en charge de l'alcool des distillations obligatoires	239.000.000
Poste 1619 - Autres interventions	2.480.000

.../...

DU CHAPITRE 17 - TABAC

Article 171 - Primes pour le tabac 24.390.000

DU CHAPITRE 20 - LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Article 200 - Restitutions pour le lait et les produits laitiers

Poste 2002 - Restitutions pour les fromages 137.120.000

Article 202 - Interventions sous forme d'aides à l'utilisation de lait écrémé

Poste 2020 - Aides au lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des veaux 145.380.000

Poste 2023 - Aides au lait écrémé liquide destiné à l'alimentation des animaux autres que les veaux 130.630.000

Article 203 - Interventions sous forme de stockage du beurre et de la crème

Poste 2033 - Autres frais liés au stockage 327.000.000

Poste 2034 - Dépréciation des stocks de beurre 13.820.000

Article 204 - Autres mesures relatives aux matières grasses butyriques

Poste 2040 - Aides à la consommation de beurre et à des bénéficiaires d'une assistance sociale 23.000.000

Poste 2049 - Autres mesures 110.330.000

DU CHAPITRE 21 - VIANDE BOVINE

Article 210 - Restitutions pour la viande bovine 221.300.000

DU CHAPITRE 23 - VIANDE PORCINE

Article 230 - Restitutions pour la viande porcine 61.500.000

Article 231 - Interventions pour la viande porcine 13.860.000

DU CHAPITRE 27 - MONTANTS COMPENSATOIRES "ADHESION" OCTROYES AU TITRE DES ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES

Article 270 - Montants compensatoires "adhésion" octroyés au titre des échanges intracommunautaires 19.960.000

.../...

DU CHAPITRE 29 - AUTRES DEPENSES

Article 290 - <u>Apurement des exercices antérieurs et crédits résiduels</u>	56.810.000
Article 292 - <u>Restitutions pour les actions communautaires de dons alimentaires</u>	
Poste 2920 - Restitutions pour les actions d'aide alimentaire en céréales	14.830.000
Poste 2921 - Restitutions pour les actions d'aide alimentaire en riz	28.030.000
Poste 2924 - Restitutions pour les actions d'aide alimentaire en lait écrémé en poudre	53.200.000
Poste 2925 - Restitutions pour les actions d'aide alimentaire en butter oil	29.540.000
	2.067.220.000

AU CHAPITRE 10 - CEREALES ET RIZ

Article 100 - <u>Restitutions pour les céréales</u>	
Poste 1000 - Restitutions pour le blé tendre	302.980.000
Poste 1003 - Restitutions pour les autres céréales	130.590.000
Article 103 - <u>Prélèvement de coresponsabilité et aides aux petits producteurs</u>	
Poste 1030 - Prélèvement de coresponsabilité	173.170.000

AU CHAPITRE 11 - SUCRE

Article 110 - <u>Restitutions pour le sucre et l'isoglucose</u>	380.800.000
Article 111 - <u>Interventions pour le sucre</u>	
Poste 1110 - Remboursement des frais de stockage	1.820.000

AU CHAPITRE 13 - OLEAGINEUX ET PROTEAGINEUX

Article 130 - <u>Oléagineux</u>	
Poste 1301 - Aides à la production de colza et de navette	250.620.000
Poste 1302 - Aides à la production de tournesol	248.730.000
Poste 1303 - Aides à la production de soja	201.320.000

.../...

AU CHAPITRE 15 - FRUITS ET LEGUMES

Article 150 - Fruits et légumes frais

Poste 1501 - Compensations financières pour opérations de retrait et dépenses d'achat et pour opérations de distribution 150.000

AU CHAPITRE 22 - VIANDES OVINE ET CAPRINE

Article 221 - Interventions pour les viandes ovine et caprine

Poste 2210 - Primes 22.780.000

Poste 2211 - Stockage 70.000

AU CHAPITRE 24 - OEUFs ET VOLAILLES

Article 241 - Restitutions pour les volailles 11.020.000

AU CHAPITRE 25 - RESTITUTIONS POUR CERTAINES MARCHAN-
DISES RESULTANT DE LA TRANSFORMATION
DE PRODUITS AGRICOLES

Article 250 - Restitutions pour les céréales exportées
sous forme de certaines boissons spi-
ritueuses 15.480.000

Article 251 - Restitutions pour certaines marchandises
résultant de la transformation de pro-
duits agricoles 14.780.000

AU CHAPITRE 28 - MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES
PERCUS ET OCTROYES AU TITRE DES
ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES

Article 2801 - M.C.M. au titre des échanges intra-
communautaires

Poste 2801 - M.C.M. pour l'importation octroyés par les Etats membres exportateurs pour le compte des Etats membres importateurs (à monnaie dépréciée) 202.860.000

Article 281 - M.C.M. au titre des échanges extra-
communautaires

Poste 2810 - Fraction des M.C.M. octroyés pour l'importation (dans les Etats membres à monnaie dépréciée) dépassant la charge à l'importation 110.050.000

2.067.220.000

Conformément à l'article 21, par, 4, le Contrôleur financier a visé cette proposition de virement de crédits le 29 février 1988 pour attester la disponibilité des crédits.

JUSTIFICATION

I) Introduction

L'exercice 1987, pour ce qui concerne les dépenses du FEOGA garantie, a été marqué par une insuffisance de crédits sans précédent. La Commission elle-même avait limité ses demandes de crédits dans son avant-projet de budget au montant maximum résultant des calculs de la "discipline budgétaire" tout en faisant les plus expresses réserves sur les possibilités de respecter ce plafond dans l'hypothèse d'une dépréciation du dollar par rapport à l'ECU.

Dès le début de l'exercice 1987, il est apparu que cette insuffisance de crédits dépasserait substantiellement l'équivalent d'un mois de dépenses. Elle a finalement été de 4512 MioECU, soit un peu moins de deux mois de dépenses.

Devant l'ampleur du déficit, et vu l'impossibilité de prévoir avec suffisamment de précision, l'ordre de grandeur des déficits et des excédents qui apparaîtraient sur les différents chapitres, au bout de 10 mois d'exécution, il n'a pas été jugé opportun de procéder à des virements de chapitre à chapitre en cours d'exercice.

Tous les ajustements de crédits nécessaires entre chapitres sont donc incorporés dans la présente proposition de virement.

En ce qui concerne les crédits restés inutilisés sur les chapitres excédentaires, une part importante de l'écart entre prévisions et réalisations s'explique par la décision du Conseil de reporter aux exercices 1989 à 1992, la prise en charge du coût du programme d'écoulement de beurre exécuté en 1987 et 1988.

Les justifications détaillées des ajustements de crédits proposés figurent ci-après.

II) VIREMENTS PROPOSES

A. Chapitres à partir desquels les crédits sont prélevés

Les crédits excédentaires ont été constatés aux chapitres relatifs à l'huile d'olive, aux plantes textiles, au secteur viti-vinicole, au tabac, aux produits laitiers, à la viande bovine, à la viande porcine, aux montants compensatoires adhésion et aux autres dépenses.

Chapitre 12 - HUILE D'OLIVE

(- 25,8 MioECU)

L'évolution de la dépense sur ce poste est due au fait que les exportations d'huile d'olive en vrac ont été remplacées, en grande partie, par des exportations en petits emballages et que celles-ci bénéficient d'un taux de restitutions plus bas.

Chapitre 14 - PLANTES TEXTILES

(- 153,1 MioECU)

Article 141

Poste 1410

L'excédent résulte pour la presque totalité de la forte concentration de la dépense dans les mois de novembre et décembre, dont les dépenses sont prises en compte par les crédits de l'exercice 1988, et de la baisse du taux de l'aide en raison de la hausse des cours mondiaux du coton.

Chapitre 16 - SECTEUR VITI-VINICOLE

(- 477,7 MioECU)

Cette diminution provient pour la moitié (- 239 MioECU) du non-écoulement en 1987 d'alcool en stock public, tel qu'initialement envisagé.

A cela s'ajoutent:

- la perte de certains marchés d'exportations (notamment l'URSS) et, par conséquent, de moindres dépenses de restitutions (- 25,6 MioECU);
- de moindres quantités de vin mis sous stockage, partiellement à cause d'une surestimation des quantités espagnoles et partiellement suite à l'instauration de conditions plus contraignantes pour la distillation complémentaire au stockage à long terme des vins de table (distillation garantie de bonne fin) (- 54,8 MioECU);
- de moindres quantités de vins distillées que prévu (37 MioHL au lieu de 38,6) (- 55 MioECU);
- une moindre distillation de sous-produits du secteur viti-vinicole (lies et marcs) (- 10,6 MioECU);
- une réduction de quantités bénéficiant de l'aide aux moûts concentrés pour l'enrichissement des vins, notamment à cause d'un degré alcoolique naturellement plus élevé (raisons climatologiques) (- 90,2 MioECU);
- une moindre utilisation des crédits prévus pour les campagnes de promotion de jus de raisons (- 2,5 MioECU).

Chapitre 17 - TABAC

Article 171 - Primes

(- 24,4 MioECU)

La récolte s'est avérée plus basse que retenue à titre d'hypothèse (383.000 tonnes au lieu de 399.000 tonnes).

Chapter 20 - PRODUITS LAITIERS

(- 887,3 MioECU)

Le moindre besoin de crédits pour les produits laitiers s'explique par trois éléments:

- L'introduction du financement spécial (règl. 801/87) pour l'écoulement des stocks publics de beurre. Une partie considérable des dépenses prévues pour 1987 a donc été reportée pour être remboursée aux Etats membres à partir de 1989 (poste 2033).
- Des évolutions conjoncturelles qui se manifestent, notamment pour le lait écrémé où les quantités bénéficiant des aides ont été plus faibles que prévu en raison de l'effet de la réduction des quotas laitiers et, pour le lait écrémé liquide destiné à l'alimentation des porcs, d'une baisse de l'aide (poste 2020 et 2023).
En outre, la dépréciation prévue pour le beurre en stocks publics n'a pas pu être effectuée en raison de la situation budgétaire (pose 2034).
- L'allongement de deux mois pour les paiements du FEOGA a conduit à de moindres dépenses à prendre en charge en 1987 (postes 2002 et 2049).

Chapitre 21 - VIANDE BOVINE

(- 221,3 MioECU)

Les crédits en excédent sur le poste 2100, restitutions à l'exportation, proviennent des paiements de restitutions sur une quantité de viande moins élevée que prévu ainsi qu'un taux de restitution plus faible.

Chapitre 21 - VIANDE PORCINE

(- 75,4 MioECU)

Des taux de restitutions moins élevés que ceux retenus pour le budget sont la raison pour laquelle il y a un excédent de crédits dans le secteur de la viande porcine.

Chapitre 27 - MCA

(- 19,9 MioECU)

Cette baisse est due essentiellement à un volume d'échanges moindre que prévu.

Chapitre 29 - AUTRES DEPENSES

(- 182,4 MioECU)

Article 290 - Apurement des exercices antérieures

Les disponibilités supplémentaires sont dues à un montant d'apurement des exercices antérieurs plus important que prévu.

Article 291 - restitutions aide alimentaire

Les aménagements apportés à la réglementation régissant le financement des dépenses d'aide alimentaire (avances) ont conduit à payer en 1987 une quantité d'aide alimentaire inférieure à la prévision budgétaire.

B. Chapitres vers lesquels les crédits sont virés

Les chapitres déficitaires pour lesquels un renforcement est nécessaire sont ceux des céréales, du sucre, des oléagineux, de la viande ovine, des oeufs et volailles, des produits hors annexe II et des montants compensatoires monétaires.

Chapitre 10 - CEREALES (+ 606,7 MioECU)

Poste 1000 - Restitutions blé tendre (+ 303,0 MioECU)

Poste 1003 - Restitutions autres céréales (+ 130,6 MioECU)

Le besoin de crédits supplémentaires sur ces postes résulte à la fois de la baisse de prix des céréales sur les marchés mondiaux au cours de l'exercice et de la baisse du dollar qui a amplifié le phénomène; ceci a conduit à des taux de restitution plus élevés que prévu initialement.

Poste 1030 - Prélèvement de coresponsabilité (+ 173,2 MioECU)

Ce besoin de crédits supplémentaires résulte d'une recette de coresponsabilité moins élevée que prévu initialement, en raison essentiellement d'une quantité de céréales exonérées, supérieure à l'hypothèse initiale (stocks résultant des campagnes antérieures à 86/87, céréales auto-consommées etc.) ainsi que de la mauvaise récolte 1986/87, inférieure à la prévision.

Chapitre 11 - SUCRE (+ 382,6 MioECU)

Poste 1100 - Restitutions à l'exportation (+ 380,8 MioECU)

La baisse du cours mondial du sucre qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 1987 a conduit à des taux de restitutions à l'exportation plus élevés qu'initialement prévu.

Poste 1110 - Remboursement des frais de stockage (+ 1,8 MioECU)

Ce besoin de crédits supplémentaires résulte d'un montant plus élevé payé au titre du remboursement forfaitaire mensuel des frais de stockage du fait d'un volume de sucre stocké mensuellement supérieur à l'estimation retenue à l'Avant-projet.

Chapitre 13 - OLEAGINEUX ET PROTEAGINEUX

(+ 700,7 MioECU)

Article 130

Postes 1301

1302

1303

Le déficit résulte essentiellement d'une forte augmentation de la production en EUR-10 des trois produits concernés, par rapport aux hypothèses budgétaires.

MioTONNES				
	Prévisions budgétaire		Estimations actuelles	
	Campagnes		Campagnes	
	1986/87	1987/88	1986/87	1987/88
Colza	3,5	3,8	3,7	5,9
Tournesol	1,9	2,0	2,4	2,8
Soja	0,5	0,7	0,9	1,7

Chapitre 22 - VIANDE OVINE

(+ 22,8 MioECU)

Ce déficit de crédits s'explique par des paiements de la prime à la brebis au titre de la campagne 1986 légèrement plus élevés que prévu ainsi que quelques moindres reliquats de la même prime au titre des campagnes antérieures.

Il est à noter que la consommation de crédits pendant l'exercice n'est pas linéaire dans ce secteur. Pour cette raison, l'allongement des paiement de deux mois n'a pas eu une grande influence sur la consommation des crédits du secteur.

Chapitre 24 - OEUFs ET VOLAILLES

(+ 11,0 MioECU)

Les dépenses importantes dans le secteur oeufs et volailles sont essentiellement dues à des taux de restitutions considérablement plus élevés que prévu au budget 1987 (365 ECU/T au lieu de 240 ECU/T retenu pour les volailles et 335 ECU/T au lieu de 225 ECU/T pour les oeufs).

Chapitre 25 - PRODUITS HORS ANNEXE II

(+ 30,3 MioECU)

Les besoins de crédits sont dus à une hausse des restitutions suite à une baisse des cours mondiaux pour les produits de base.

Chapitre 28 - MCM

(+ 312,9 MioECU)

Le besoin important de crédits supplémentaires pour les MCM est essentiellement le résultat des deux facteurs suivants :

- Les réalignements des taux pivots du 4.8.1986 et du 11.1.1987. Des MCM négatifs ont donc été créés, dus au système "switch-over" (le coefficient correcteur est passé de 1,083686 à 1,137282).
- Une baisse considérable pour la plupart des monnaies flottantes et, notamment, pour la livre britannique et la drachme. Les MCM négatifs étaient donc plus importants que prévu au budget 1987.

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Brüssel, den 2 März 1988

SEK(88) 336 Endgültig
GESAMTHAUSHALTSPLAN - HAUSHALTSJAHR 1988
EINZELPLAN III - KOMMISSION - TEIL B

MITTELÜBERTRAGUNG Nr. 49/87
(Obligatorische Ausgaben)

EUROPÄISCHER AUSRICHTUNGS- UND GARANTIEFONDS FÜR DIE LANDWIRTSCHAFT
ABTEILUNG "GARANTIE"

in ECU

VON KAPITEL 12 - OLIVENÖL

Artikel 120 - Erstattungen bei Olivenöl 25.760.000

VON KAPITEL 14 - TEXTILPFLANZEN UND SEIDENRAUPEN

Artikel 140 - Faserlein und Hanf

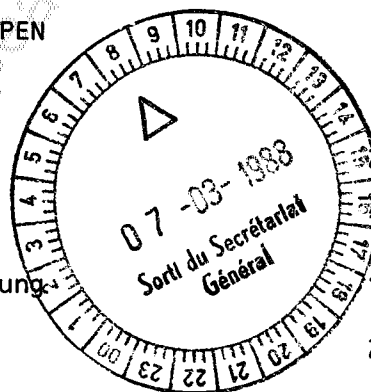
Posten 1400 - Beihilfen für Faserlein 2.980.000

Posten 1401 - Besondere Maßnahmen 490.000

Posten 1402 - Beihilfen für die Hanferzeugung 1.350.000

Posten 1409 - Sonstige Interventionen 2.000.000

Artikel 141 - Baumwolle 145.260.000



VON KAPITEL 16 - WEINBAUERZEUGNISSE

Artikel 160 - Erstattungen bei Weinbauerzeugnissen 25.590.000

Artikel 161 - Interventionen bei Weinbauerzeugnissen

Posten 1610 - Interventionen für die Lagerung von Wein und Traubenmost 54.830.000

Posten 1611 - Destillation von Wein 54.980.000

Posten 1612 - Obligatorische Destillation der Nebenerzeugnisse der Weinbereitung 10.600.000

Posten 1613 - Beihilfen für die Verwendung von Traubenmost 90.200.000

Posten 1614 - Übernahme des Alkohols aus der obligatorischen Destillation 239.000.000

Posten 1619 - Sonstige Interventionen 2.480.000

VON KAPITEL 17 - TABAK

Artikel 171 - Prämien für Tabak 24.390.000

VON KAPITEL 20 - MILCH UND MILCHERZEUGNISSE

Artikel 200 - Erstattungen bei Milch und Milcherzeugnissen

Posten 2002 - Erstattungen bei Käse 137.120.000

Artikel 202 - Intervention in Form von Beihilfen für den Verbrauch von Magermilch

Posten 2020 - Beihilfe für Magermilchpulver zur Kälberfütterung 145.380.000

Posten 2023 - Beihilfe für flüssige Magermilch zu Futterzwecken außer Kälberfütterung 130.630.000

Artikel 203 - Interventionskäufe bei Butter und Rahm

Posten 2033 - Sonstige Kosten in Rahmen der Lagerhaltung 327.000.000

Posten 2034 - Wertminderung der Butterbestände 13.820.000

Artikel 204 - Sonstige Maßnahmen im Zusammenhang mit Butterfett

Posten 2040 - Beihilfen für den Butterverbrauch und für Sozialhilfeempfänger 23.000.000

Posten 2049 - Sonstige Maßnahmen 110.330.000

VON KAPITEL 21 - RINDFLEISCH

Artikel 210 - Erstattungen bei Rindfleisch 221.300.000

VON KAPITEL 23 - SCHWEINEFLEISCH

Artikel 230 - Erstattungen bei Schweinefleisch 61.500.000

Artikel 231 - Interventionen bei Schweinefleisch 13.860.000

VON KAPITEL 27 - BEITRITTSAusGLEICHSBETRÄGE IM INNERGEMEINSCHAFT-
LICHEN HANDEL

Artikel 270 - Beitrittsausgleichsbeträge im innergemeinschaft-
lichen Handel 19.960.000

VON KAPITEL 29 - SONSTIGE AUSGABEN

Artikel 290	- <u>Rechnungsabschluß für frühere Haushaltsjahre und Restmittel</u>	56.810.000
Artikel 292	- <u>Erstattungen für Nahrungsmittelhilfeaktionen der Gemeinschaft</u>	
Posten 2920	- Erstattungen für Nahrungsmittelhilfeaktionen (Getreide)	14.830.000
Posten 2921	- Erstattungen für Nahrungsmittelhilfeaktionen (Reis)	28.030.000
Posten 2924	- Erstattungen für Nahrungsmittelhilfeaktionen (Magermilchpulver)	53.200.000
Posten 2925	- Erstattungen für Nahrungsmittelhilfeaktionen (Butteroil)	29.540.000
		2.067.220.000

NACH KAPITEL 10 - GETREIDE UND REIS

Artikel 100	- <u>Erstattungen bei Getreide</u>	
Posten 1000	- Erstattungen bei Weichweizen	302.980.000
Posten 1003	- Erstattungen bei anderem Getreide	130.590.000
Artikel 103	- <u>Mitverantwortungsabgabe und Beihilfen für Kleinerzeuger</u>	
Posten 1030	- Mitverantwortungsabgabe	173.170.000

NACH KAPITEL 11 - ZUCKER

Artikel 110	- <u>Erstattungen bei Zucker und Isoglukose</u>	380.800.000
Artikel 111	- <u>Interventionen bei Zucker</u>	
Posten 1110	- Vergütung der Lagerkosten	1.820.000

NACH KAPITEL 13 - ÖLSAATEN, ÖLFRÜCHTE UND EIWISSPFLANZEN

Artikel 130	- <u>Ölsaaten und Ölfrüchte</u>	
Posten 1301	- Produktionsbeihilfen für Raps und Rübensamen	250.620.000
Posten 1302	- Produktionsbeihilfen für Sonnenblumenkerne	248.730.000
Posten 1303	- Produktionsbeihilfen für Sojabohnen	201.320.000

NACH KAPITEL 15 - OBST UND GEMÜSE

Artikel 150 - Frisches Obst und Gemüse

Posten 1501 - Finanzausgleich für Rücknahmemaßnahmen
und Ankäufe und für unentgeltliche
Verteilung

150.000

NACH KAPITEL 22 - SCHAF- UND ZIEGENFLEISCH

Artikel 221 - Interventionen bei Schaf- und Ziegenfleisch

Posten 2210 - Prämien

22.780.000

Posten 2211 - Lagerhaltung

70.000

NACH KAPITEL 24 - EIER UND GEFLÜGEL

Artikel 241 - Erstattungen bei Geflügel

11.020.000

NACH KAPITEL 25 - ERSTATTUNGEN FÜR IN FORM VON BESTIMMTEN
ALKOHOLISCHEN GETRÄNKEN AUSGEFÜHRTES GETREIDE

Artikel 250 - Erstattungen

15.480.000

Artikel 251 - Erstattungen bei Waren aus der Verarbeitung
landwirtschaftlicher Erzeugnisse

14.780.000

NACH KAPITEL 28 - WÄHRUNGS AUSGLEICH SBETRÄGE IM INNERGEMEINSCHAFT-
LICHEN HANDEL

Artikel 280 - WAB im innergemeinschaftlichen Handel

Posten 2801 - Von den ausführenden Mitgliedstaaten bei der
Einfuhr für Rechnung der einführenden
Mitgliedstaaten (mit niedriger bewerteter
Währung) gewährte Währungsausgleichsbeträge

202.860.000

Artikel 281 - WAB im Handel mit Drittländern

Posten 2810 - Die Abschöpfung überschreitender Teil der
bei der Einfuhr (in Mitgliedstaaten mit
niedriger bewerteter Währung) gewährten
Währungsausgleichsbeträge

110.050.000

2.067.220.000

=====

Gemäß Artikel 21 Absatz 4 hat der Finanzkontrolleur diesen Mittelübertragungs-
vorschlag am 29.2. 1988 den Sichtvermerk erteilt und damit bescheinigt,
daß die Mittel verfügbar sind.

BEGRÜNDUNG

I) Einleitung

Das Haushaltsjahr 1987 kennzeichnet sich - was den EAGFL-Garantie betrifft - durch eine bisher beispiellose Mittelknappheit aus. Die Kommission selbst hatte ihre Mittelanforderungen im Vorentwurf des Haushaltsplans auf den im Rahmen der Haushaltsdisziplin festgelegten Höchstbetrag begrenzt, gleichzeitig jedoch ausdrückliche Vorbehalte hinsichtlich der Möglichkeiten angemeldet, diese Obergrenze bei einem Absinken des Dollarkurses gegenüber der ECU einhalten zu können.

Bereits zu Beginn des Haushaltsjahres 1987 wurde deutlich, daß diese Deckungslücke den Ausgabenbetrag eines Monats erheblich überschreiten würde. Sie belief sich dann schließlich auf 4.512 Mio ECU (also etwas weniger als der Ausgabenbetrag für zwei Monate).

Angesichts dieses Fehlbetrags sowie der Tatsache, daß etwaige Fehlbeträge oder verfügbare Mittel bei den einzelnen Kapiteln nach zehn Monaten Haushaltsvollzug nicht genau veranschlagt werden können, wurde letztlich davon abgesehen, im Laufe des Haushaltsjahres Mittelübertragungen von Kapitel zu Kapitel vorzunehmen.

Alle erforderlichen Mittelanpassungen bei den einzelnen Kapiteln sind in diesem Übertragungsvorschlag zusammengefaßt.

Was die Kapitel betrifft, bei denen noch Mittel verfügbar sind, so ist die erhebliche Differenz zwischen Ansatz und Ausführung auf den Beschluß des Rates zurückzuführen, die Kosten des 1987 abgewickelten bzw. 1988 noch abzuwickelnden Programms zur Förderung des Butterverbrauchs zu Lasten der Haushaltsjahre 1989 bis 1992 zu finanzieren.

Die vorgeschlagenen Mittelanpassungen sind nachstehend ausführlich begründet.

II) VORGESCHLAGENE MITTELÜBERTRAGUNGEN

A. Kapitel, bei denen Mittel entnommen werden

Bei den Kapiteln Olivenöl, Textilpflanzen, Weinbau, Tabak, Milcherzeugnisse, Rindfleisch, Schweinefleisch, Beitrittsausgleichsbeträge und Sonstige Ausgaben sind noch Mittel verfügbar.

Kapitel 12 - OLIVENÖL

(- 25,8 Mio ECU)

Die Ausgabenentwicklung bei diesem Posten ist darauf zurückzuführen, daß anstelle von nicht abgefülltem Olivenöl verstärkt Olivenöl in Kleinverpackungen ausgeführt worden ist, bei denen ein niedrigerer Erstattungssatz gilt.

Artikel 141

Posten 1410

Die noch verfügbaren Mittel sind nahezu vollständig darauf zurückzuführen, daß die Ausgaben vor allem in den Monaten November und Dezember anfielen und somit den Mitteln des Haushaltsjahres 1988 angelastet werden; als weiterer Grund ist der aufgrund der gestiegenen Weltmarktpreise für Baumwolle rückläufige Beihilfesatz anzuführen.

Kapitel 16 - WEINBAU

(- 477,7 Mio ECU)

Diese Minderausgaben sind zur Hälfte (- 239 Mio ECU) darauf zurückzuführen, daß 1987 entgegen den ursprünglichen Annahmen kein Alkohol aus der öffentlichen Lagerhaltung abgesetzt wurde.

Weitere Gründe sind:

- der Verlust einiger Ausfuhrmärkte (insbesondere UdSSR) und damit Minderausgaben bei den Erstattungen (- 25,6 Mio ECU);
- es wurde weniger Wein als angenommen eingelagert. Dies ist zum Teil darauf zurückzuführen, daß die spanische Weinerzeugung zu hoch veranschlagt worden war und außerdem strengere Vorschriften für die langfristige Einlagerung von Wein ergänzenden Destillationsmaßnahmen erlassen wurden (- 54,8 Mio ECU);
- unter den Vorausschätzungen liegende Destillationsmengen (37 Mio HL) anstatt 38,6) (- 55 Mio ECU);
- geringere Destillation von Nebenerzeugnissen der Weinbereitung (Weinhefen und Trester) (- 10,6 Mio ECU);
- wegen der günstigen Witterungsverhältnisse mußten weniger Beihilfen für konzentrierten Traubenmost zur Anreicherung der Weine gezahlt werden, da diese einen höheren natürlichen Alkoholgehalt aufwiesen (- 90,2 Mio ECU);
- eine geringere Verwendung der Mittel für die Maßnahmen zur Förderung des Traubensaftverbrauchs (- 2,5 Mio ECU).

Kapitel 17 - TABAK

Artikel 171 - Prämien

(- 24,4 Mio ECU)

Die Erntemengen sind hinter den Vorausschätzungen zurückgeblieben (383.000 Tonnen anstatt 399.000 Tonnen).

Kapitel 20 - MILCHERZEUGUNG

(- 887,3 Mio ECU)

Für den geringeren Mittelbedarf bei den Milcherzeugnissen waren drei Faktoren verantwortlich:

- Zur Förderung des Absatzes von Butter aus Investitionsbeständen ist eine Sonderfinanzierung (Verordnung 801/87) eingeführt worden. Ein erheblicher Teil der für 1987 veranschlagten Ausgaben ist somit zurückgestellt worden; die entsprechenden Zahlungen an (Posten 2033).
- Aus marktbedingten Gründen sind die beihilfefähigen Mengen an Magermilch ebenfalls wegen der Verringerung der Milchquoten niedriger als angenommen ausgefallen; bei der zur Schweinefütterung bestimmten flüssigen Magermilch waren die Beihilfen ebenfalls rückläufig (Posten 2020 und 2023). Des weiteren ist die für die Interventionsbutter vorgesehene Wertminderung wegen der Haushaltslage nicht vorgenommen worden (Posten 2034).
- Die Verlängerung der Zahlungen des EAGFL um zwei Monate hat dazu geführt, daß 1987 ein geringerer Ausgabenbetrag anzulasten war (Posten 2002 und 2049).

Kapitel 21 - RINDFLEISCH

(- 221,3 Mio ECU)

Die bei Posten 2100 - Erstattungen bei der Ausfuhr - noch verfügbaren Mittel sind darauf zurückzuführen, daß für geringere Mengen Erstattungen gezahlt werden mußten und der Erstattungssatz zudem niedriger lag.

Kapitel 21 - SCHWEINEFLEISCH

(- 75,4 Mio ECU)

Da die Erstattungssätze unter den im Haushaltsplan zugrundegelegten Sätzen blieben, sind im Schweinefleischsektor noch Mittel verfügbar.

Kapitel 27 - WAB

(- 19,9 Mio ECU)

Die Minderausgaben bei diesem Kapitel sind im wesentlichen darauf zurückzuführen, daß das Handelsvolumen hinter den Voranschlägen zurückgeblieben ist.

Kapitel 29 - SONSTIGE AUSGABEN

(- 182,4 Mio ECU)

Artikel 290 - Rechnungsabschluß für frühere Haushaltsjahre

Der Rechnungsabschluß für frühere Haushaltsjahre ergab einen höheren Betrag als vorgesehen, so daß zusätzliche Mittel verfügbar sind.

Artikel 292 - Erstattungen für Nahrungsmittelhilfeaktionen

Infolge der geänderten Vorschriften über die Finanzierung der Ausgaben für die Nahrungsmittelhilfe (Vorschüsse) sind 1987 geringere Ausgaben angefallen als im Haushaltsplan veranschlagt worden waren.

B. Artikel, auf die die Mittel übertragen werden

Kapitel mit Mittelbedarf: Getreide, Zucker, Ölsaaten und Ölfrüchte, Schafffleisch, Eier und Geflügel, nicht unter Anhang II fallende Erzeugnisse und Währungsausgleichsbeträge.

Kapitel 10 - GETREIDE

(+ 606,7 Mio ECU)

Posten 1000 - Erstattungen bei Weichweizen

(+ 303,0 Mio ECU)

Posten 1003 - Erstattungen bei anderem Getreide

(+ 130,6 Mio ECU)

Der Mehrbedarf bei diesem Posten ist zum einen auf die rückläufigen Getreidepreise auf den Weltmärkten im Verlauf des Haushaltsjahres und auf den diesen Faktor noch verstärkenden Rückgang des Dollarkurses zurückzuführen, was wiederum höhere Erstattungssätze als ursprünglich vorgesehen zur Folge hatte.

Posten 1030 - Mitverantwortungsabgabe

(+ 173,2 Mio ECU)

Der Mehrbedarf bei diesem Posten ist darauf zurückzuführen, daß weniger Einnahmen aus der Mitverantwortungsabgabe als veranschlagt erzielt wurden, da entgegen den ursprünglichen Annahmen höhere Getreidemengen von dieser Abgabe befreit waren (Lagerbestände aus den Wirtschaftsjahren vor 1986/87, Eigenverbrauch an Getreide usw.) und die Erntemengen 1986/87) hinter den Vorausschätzungen zurückgeblieben sind.

Kapitel 11 - ZUCKER

(+ 382,6 Mio ECU)

Posten 1100 - Erstattungen bei der Ausfuhr

(+ 380,8 Mio ECU)

Die rückläufige Tendenz des Weltmarktpreises für Zucker hat sich im Haushaltsjahr 1987 fortgesetzt, so daß höhere Erstattungen zu zahlen waren.

Posten 1110 - Vergütung der Lagerkosten

(+ 1,8 Mio ECU)

Der Mehrbedarf bei diesem Posten ist darauf zurückzuführen, daß gegenüber den im Vorentwurf veranschlagten Mengen monatlich höherer Zuckermengen eingelagert wurden, so daß auch ein höherer Betrag an monatlichen Pauschalvergütungen für die Lagerkosten anfiel.

Kapitel 13 - ÖLSAATEN, ÖLFRÜCHTE UND EIWEISSPFLANZEN (+ 700,7 Mio ECU)

Artikel 130

Posten 1301

1302

1303

Der Fehlbetrag ist darauf zurückzuführen, daß die EUR-10-Erzeugung bei diesen drei Erzeugnissen höher lag als die im Haushaltsplan zugrunde gelegten Mengen.

		Mio TONNEN			
Haushaltsansätze		Neue Schätzungen			
Wirtschaftsjahre		Wirtschaftsjahre			
	1986/87	1987/88		1986/87	1987/88
Raps	3,5	3,8		3,7	5,9
Sonnenblumen- kerne	1,9	2,0		2,4	2,8
Sojabohnen	0,5	0,7		0,9	1,7

Kapitel 22 - SCHAFFLEISCH (+ 22,8 Mio ECU)

Die bei diesem Kapitel zu verzeichnende Deckungslücke ist darauf zurückzuführen, daß die Prämienzahlungen bei Mutterschafen für das Wirtschaftsjahr 1986 geringfügig über den Voranschlägen lagen und außerdem noch einige kleinere Prämienzahlungen für frühere Haushaltsjahre zu leisten waren.

Der Mittelverbrauch während des Haushaltsjahres erfolgt in diesem Sektor nicht linear, so daß sich die Verlängerung der Zahlungsfristen um zwei Monate nicht wesentlich auf die Mittelinanspruchnahme ausgewirkt haben.

Kapitel 24 - EIER UND GEFLÜGEL (+ 11,0 Mio ECU)

Da sich die Erstattungssätze gegenüber den im Haushaltsplan 1987 zugrundegelegten Sätzen erheblich erhöht hatten (365 ECU/t statt 240 ECU/t) bei Geflügel und 335 ECU/t anstatt 225 ECU/t bei Eiern) waren im Sektor Eier und Geflügel erhebliche Mehrausgaben zu verzeichnen.

Kapitel 25 - NICHT UNTER ANHANG II FALLENDEN WAREN (+ 30,3 Mio ECU)

Der Mehrbedarf ist auf höhere Erstattungen infolge der rückläufigen Weltmarktpreise für Grunderzeugnisse zurückzuführen.

Kapitel 28 - WAB

(+ 312,9 Mio ECU)

Für den erheblichen Mehrbedarf beim Kapitel WAB sind zwei Faktoren verantwortlich:

- Die Anpassung der Leitkurse vom 04.08.1986 und vom 11.01.1987. Negative WAB aufgrund des "switch-over"-Systems (der Berichtigungskoeffizient erhöhte sich von 1,083686 auf 1,137282).
- Bei den meisten der frei schwankenden Währungen, insbesondere beim Pfund Sterling und bei der Drachme war ein erheblicher Rückgang zu verzeichnen. Die negativen WAB lagen damit über den Ansätzen des Haushaltsplans 1987.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

SEC(88)336 def.

Bruxelles, 2 marzo 1988

BILANCIO GENERALE - ESERCIZIO 1988
SEZIONE III - COMMISSIONE - PARTE B

STORNO DI STANZIAMENTI N° 49/87
(Spese obbligatorie)

FEAOG GARANZIA

DAL CAPITOLO 12 - OLIO D'OLIVA

Articolo 120 - Restituzioni per l'olio d'oliva 25 760 000

DAL CAPITOLO 14 - PIANTE TESSILI E BACCHI DA SETA

Articolo 140 - Lino tessile e canapa

Voce 1400 - Aiuti alla produzione di lino tessile 2 980 000
Voce 1401 - Azioni specifiche 1 490 000
Voce 1402 - Aiuti alla produzione di canapa 1 350 000
Voce 1409 - Altri interventi 2 000 000

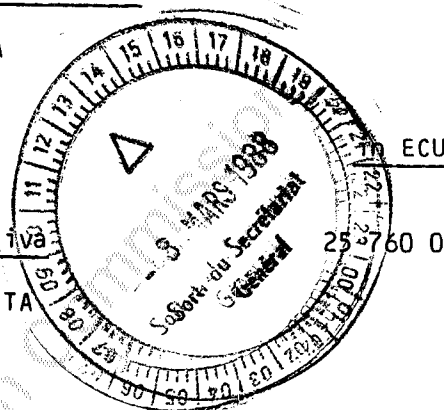
Articolo 141 - Cotone 145 260 000

DAL CAPITOLO 16 - PRODOTTI DEL SETTORE VITIVINICOLO

Articolo 160 - Restituzioni per i prodotti del settore vitivinicolo 25 590 000

Articolo 161 - Interventi per i prodotti del settore vitivinicolo

Voce 1610 - Aiuti sotto forma di ammasso di vino e di mosti di uve 54 830 000
Voce 1611 - Distillazione del vino 54 980 000
Voce 1612 - Distillazione obbligatoria di sottoprodotti della vinificazione 10 600 000
Voce 1613 - Aiuti all'utilizzazione dei mosti 90 200 000
Voce 1614 - Presa in consegna dell'alcool delle distillazioni obbligatorie 239 000 000
Voce 1619 - Altri interventi 2 480 000



DAL CAPITOLO 17 - TABACCO

Articolo 171 - Premi per il tabacco 24 390 000

DAL CAPITOLO 20 - LATTE E PRODOTTI LATTIERO CASEARI

Articolo 200 - Restituzioni per il latte e i prodotti
lattiero-caseari

Voce 2002 - Restituzioni per i formaggi 137 120 000

Articolo 202 - Interventi sotto forma di aiuti
all'utilizzazione di latte scremato

Voce 2020 - Aiuti al latte scremato in polvere destinato
all'alimentazione dei vitelli 145 380 000

Voce 2023 - Aiuti per il latte scremato liquido destinato
all'alimentazione del bestiame ad eccezione
dei vitelli 130 630 000

Articolo 203 - Interventi sotto forma di ammasso del burro
e della crema

Voce 2033 - Altre spese connesse all'ammasso 327 000 000

Voce 2034 - Deprezzamento delle scorte di burro 13 820 000

Articolo 204 - Altre misure relative ai grassi butirrici

Voce 2040 - Aiuti al consumo di burro e a beneficiari
di assistenza sociale 23 000 000

Voce 2049 - Altre misure 110 330 000

DAL CAPITOLO 21 - CARNI BOVINE

Articolo 210 - Restituzioni per le carni bovine 221 300 000

DAL CAPITOLO 23 - CARNI SUINE

Articolo 230 - Restituzioni per le carni suine 61 500 000

Articolo 231 - Interventi per le carni suine 13 860 000

DAL CAPITOLO 27 - IMPORTI COMPENSATIVI "ADESIONE" CONCESSI
PER GLI SCAMBI INTRACOMUNITARI

Articolo 270 - Importi compensativi "adesione" concessi
per gli scambi intracomunitari 19 960 000

DAI CAPITOLO 29 - ALTRE SPESE

Articolo 290 - <u>Liquidazione degli esercizi precedenti e stanziamenti residui</u>	56 810 000
Articolo 292 - <u>Restituzioni per le azioni comunitarie di doni alimentari</u>	
Voce 2920 - Restituzioni per le azioni di aiuto alimentare in cereali	14 830 000
Voce 2921 - Restituzioni per le azioni di aiuto alimentare in riso	28 030 000
Voce 2924 - Restituzioni per le azioni di aiuto alimentare in latte scremato in polvere	53 200 000
Voce 2925 - Restituzioni per le azioni di aiuto alimentare in butteroil	29 540 000
	<u>2 067 220 000</u>

AL CAPITOLO 10 - CEREALI E RISO

Articolo 100 - <u>Restituzioni per i cereali</u>	
Voce 1000 - Restituzioni per il frumento tenero	302 980 000
Voce 1003 - Restituzioni per altri cereali	130 590 000
Articolo 103 - <u>Prelievo di corresponsabilità e aiuti ai piccoli produttori</u>	
Voce 1030 - Prelievo di corresponsabilità	173 170 000

AL CAPITOLO 11 - ZUCCHERO

Articolo 110 - <u>Restituzioni per lo zucchero e l'isoglucosio</u>	380 800 000
Articolo 111 - <u>Interventi per lo zucchero</u>	
Voce 1110 - Rimborso delle spese d'ammasso	1 820 000

AL CAPITOLO 13 - SEMI OLEOSI E PIANTE PROTEICHE

Articolo 130 - <u>Semi oleosi</u>	
Voce 1301 - Aiuti alla produzione di colza e di ravizzone	250 620 000
Voce 1302 - Aiuti alla produzione di girasole	248 730 000
Voce 1303 - Aiuti alla produzione di soia	201 320 000

AL CAPITOLO 15 - ORTOFRUTTICOLI

Articolo 150 - Ortofrutticoli freschi

Voce 1501 - Compensazioni finanziarie per operazioni di ritiro e spese di acquisto e per operazioni di distribuzione gratuita	150 000
---	---------

AL CAPITOLO 22 - CARNI OVINE E CAPRINE

Articolo 221 - Interventi per le carni ovine e caprine

Voce 2210 - Premi	22 780 000
Voce 2211 - Ammasso	70 000

AL CAPITOLO 24 - UOVA E POLLAME

Articolo 241 - <u>Restituzioni per il pollame</u>	11 020 000
---	------------

AL CAPITOLO 25 - RESTITUZIONI PER TALUNE MERCI DERIVANTI DALLA TRASFORMAZIONE DI PRODOTTI AGRICOLI

Articolo 250 - <u>Restituzioni per i cereali esportati sotto forma di determinate bevande alcoliche</u>	15 480 000
---	------------

Articolo 251 - <u>Restituzioni per talune merci derivanti dalla trasformazione di prodotti agricoli</u>	14 780 000
---	------------

AL CAPITOLO 28 - IMPORTI COMPENSATIVI MONETARI RISCOSSI O CONCESSI PER GLI SCAMBI DI PRODOTTI AGRICOLI

Articolo 280 - ICM per gli scambi intracomunitari

Voce 2081 - Importi compensativi monetari all'importazione concessi dagli Stati membri esportatori per conto degli Stati membri importatori (a moneta deprezzata)	202 860 000
---	-------------

Articolo 281 - Importi compensativi monetari per gli scambi extracomunitari

Voce 2810 - Frazione degli importi compensativi monetari concessi all'importazione (negli Stati membri a moneta deprezzata) superiore al prelievo all'importazione	110 050 000
--	-------------

2 067 220 000

Confermemente all'articolo 21, paragrafo 4, il controllore finanziario ha vistato la presente proposta in data 21.2 1988 attestando con ciò la disponibilità degli stanziamenti.

MOTIVAZIONE

I. Introduzione

Per quanto riguarda le spese del FEOG Garanzia, l'esercizio 1987 è stato caratterizzato da una insufficienza di stanziamenti senza precedenti. La Commissione stessa aveva limitato le richieste di stanziamenti nel progetto preliminare di bilancio all'importo massimo risultante dai calcoli della disciplina di bilancio facendo ampie riserve sulle possibilità di rispettare questo massimale nell'ipotesi di un deprezzamento del dollaro rispetto all'ECU.

Fin dall'inizio dell'esercizio 1987 è stato evidente che tale insufficienza di stanziamenti avrebbe notevolmente superato l'equivalente di un mese di spese. Essa si è rivelata essere, infine, di 4 512 Mio di ECU, pari a un po' meno di due mesi di spese.

Davanti all'entità del deficit e vista l'impossibilità di prevedere con sufficiente precisione l'ordine di grandezza del disavanzo e della eccedenza dei diversi capitoli, alla fine di dieci mesi d'esecuzione non si è ritenuto opportuno procedere a storni da capitolo a capitolo in corso d'esercizio.

Tutti gli adeguamenti di stanziamenti necessari fra capitoli sono quindi compresi nella presente proposta di storno.

Per quanto riguarda gli stanziamenti rimasti inutilizzati sui capitoli eccedentari, lo scarto fra previsioni e realizzazioni è in gran parte imputabile alla decisione del Consiglio di rinviare agli esercizi 1989-1992 la presa a carico del costo del programma di smercio di burro eseguito nel 1987 e 1988.

Le motivazioni particolareggiate degli adeguamenti di stanziamenti proposti figurano di seguito.

II. STORNI PROPOSTI

A. Capitoli a partire dai quali gli stanziamenti sono prelevati

Gli stanziamenti eccedentari sono stati constatati ai capitoli relativi all'olio d'oliva, alle piante tessili, al settore vitivinicolo, al tabacco, ai prodotti lattiero-caseari, alle carni bovine, alle carni suine, agli importi compensativi adesione e alle altre spese.

Capitolo 12 - OLIO D'OLIVA (- 25,8 Mio di ECU)

L'evoluzione della spesa su questa voce, è imputabile al fatto che le esportazioni d'olio d'oliva alla rinfusa sono state sostituite in gran parte da esportazioni in piccoli imballaggi, che beneficiano di un tasso di restituzione più basso.

Capitolo 14 - PIANTE TESSILI (- 153,1 Mio di ECU)

Articolo 141

Voce 1410

L'eccedenza risulta quasi integralmente dalla forte concentrazione della spesa in novembre e dicembre, presa quindi in considerazione dagli stanziamenti dall'esercizio 1988, e dalla riduzione del tasso dell'aiuto in funzione dell'aumento dei costi mondiali del cotone.

Capitolo 16 - SETTORE VITIVINICOLO (- 477,7 Mio di ECU)

Questa diminuzione proviene per la metà (- 239 Mio di ECU) dal mancato smercio nel 1987 di alcool di scorte pubbliche, come già stato inizialmente previsto.

A ciò vanno aggiunti:

- la perdita di taluni mercati d'esportazione (in particolare l'URSS) e quindi minori spese di restituzione (- 25,6 Mio di ECU);
- minori quantitativi di vino immagazzinati, in parte a causa di una sovravvalutazione dei quantitativi spagnoli e in parte, in seguito all'istaurazione di condizioni più vincolanti per la distillazione complementare all'ammasso a lungo termine dei vini da tavola (distillazione con garanzia di buon fine) (- 54,8 Mio di ECU);
- minori quantitativi del previsto di vino distillato (37 Mio hl invece dei 38,6) (- 55 Mio di ECU);
- una minore distillazione di sottoprodotti nel settore vitivinicolo (feccie e residui di distillazione) (- 10,6 Mio di ECU);
- una riduzione di quantitativi beneficianti dell'aiuto ai mosti concentrati per l'arricchimento dei vini in particolare a causa di un grado alcoolico naturalmente più elevato (ragioni climatologiche) (- 90,2 Mio di ECU);
- una minore utilizzazione degli stanziamenti previsti per le campagne di promozione di succo d'uva (- 2,5 Mio di ECU).

Capitolo 17 - TABACCO

Articolo 171 - Premi (- 24,4 MIO di ECU)

Il raccolto si è dimostrato meno abbondante del previsto (383 000 t al posto di 399 000 t).

Capitolo 20 - PRODOTTI LATTIERO-CASEARI (- 887,3 MIO di ECU)

Il minor fabbisogno di stanziamenti per i prodotti lattiero caseari si spiega con:

- l'introduzione del finanziamento speciale (reg. 801/87) per lo smercio delle scorte pubbliche di burro. Una parte considerevole delle spese previste per il 1987 è quindi stata rinviata, per essere rimborsata agli Stati membri a partire dal 1989 (voce 2033).
 - Evoluzioni congiunturali che si manifestano in particolare per il latte scremato, dove i quantitativi che beneficiano degli aiuti sono stati più deboli del previsto a causa dell'effetto della riduzione delle quote lattiero-casearie e, per il latte scremato liquido destinato all'alimentazione dei suini, a causa di una riduzione dell'aiuto (voci 2020 e 2023).
- Inoltre il deprezzamento previsto per il burro all'ammasso pubblico non ha potuto essere effettuato a causa della situazione finanziaria (voce 2034).
- il prolungamento di due mesi per i pagamenti del FEAOG ha portato a minori spese a carico del 1987 (voci 2002 e 2049).

Capitolo 21 - CARNI BOVINE (- 221,3 MIO di ECU)

Gli stanziamenti eccedenti sulla voce 2100, restituzioni all'esportazione, provengono dai pagamenti di restituzioni su un quantitativo di carne meno elevato del previsto, nonché da un tasso di restituzione più debole.

Capitolo 21 - CARNI SUINE (- 75,4 MIO di ECU)

Tassi di restituzioni meno elevati di quelli presi in considerazione per il bilancio sono la ragione per la ragione dell'eccedenza di stanziamenti nel settore delle carni suine.

Capitolo 27 - ICA (- 19,9 MIO di ECU)

La riduzione è dovuta essenzialmente ad un volume di scambi minore del previsto.

Capitolo 29 - ALTRE SPESE (- 182,4 MIO di ECU)

Articolo 290 - Liquidazione degli esercizi precedenti

Le disponibilità supplementari sono dovute ad un importo di liquidazione degli esercizi precedenti più importante del previsto.

Articolo 291 - Restituzioni aiuto alimentare

In seguito agli adeguamenti apportati alla regolamentazione che disciplina il finanziamento delle spese d'aiuto alimentare (anticipi) il quantitativo d'aiuto alimentare pagato nel 1987 è stato inferiore alle previsioni di bilancio.

B. Capitoli verso i quali sono stornati gli stanziamenti

I capitoli deficitari per i quali è necessario un rafforzamento sono quelli dei cereali, dello zucchero, dei semi oleosi, delle carni ovine, delle uova e pollame, dei prodotti fuori allegato II e degli importi compensativi monetari.

Capitolo 10 - CEREALI (+ 606,7 Mio di ECU)

Voce 1000 - Restituzioni frumento tenero (+ 303,0 Mio di ECU)

Voce 1003 - Restituzioni altri cereali (+ 130,6 Mio di ECU)

Il fabbisogno di stanziamenti supplementari per queste voci risulta dalla diminuzione del prezzo dei cereali sui mercati mondiali nel corso dell'esercizio e dal calo del dollaro che ha amplificato il fenomeno; ciò ha portato a tassi di restituzione più elevati di quanto previsto inizialmente.

Voce 1030 - Prelievo di corresponsabilità (+ 173,2 Mio di ECU)

L'esigenza di stanziamenti supplementari risulta da un gettito di corresponsabilità meno elevato di quanto previsto inizialmente a causa, essenzialmente, di un quantitativo di cereali esonerati superiore all'ipotesi iniziale (scorte risultanti dalle campagne precedenti all'86/87, cereali autoconsumati ecc.) nonché a causa del cattivo raccolto 1986/1987 inferiore alle previsioni.

Capitolo 11 - ZUCCHERO (+ 382,6 Mio di ECU)

Voce 1100 - Restituzioni all'esportazione (+ 380,8 Mio di ECU)

La riduzione dei corsi mondiali dello zucchero, proseguita durante l'esercizio 1987, ha portato a tassi di restituzione all'esportazione più elevati di quanto inizialmente previsto.

Voce 1110 - Rimborso delle spese d'ammasso (+ 1,8 Mio di ECU)

L'esigenza di stanziamenti supplementari risulta da un importo più elevato pagato a titolo del rimborso forfettario mensile delle spese d'ammasso in funzione di quantitativi di zucchero immagazzinato mensilmente superiori alla stima del progetto preliminare.

Capitolo 13 - SEMI OLEOSI E SOSTANZE PROTEICHE (+ 700,7 Mio di ECU)

Articolo 130

Voci 1301

1302

1303

Il deficit risulta essenzialmente da un forte aumento della produzione in EUR 10 dei tre prodotti in questione rispetto alle ipotesi di bilancio.

Mio di tonnellate				
	Previsioni di bilancio		Stime attuali	
	Campagne		Campagne	
	1986/87	1987/88	1986/87	1987/88
Colza	3,5	3,8	3,7	5,9
Girasole	1,9	2,0	2,4	2,8
Soia	0,5	0,7	0,9	1,7

Capitolo 22 - CARNI OVINE (+ 22,8 Mio di ECU)

Il deficit di stanziamenti è imputabile ai pagamenti del premio per pecora a titolo della campagna 1986 leggermente più elevati di quanto previsto, nonché a qualche trascurabile resto dello stesso premio a titolo delle campagne precedenti.

Si fa notare che in questo settore il consumo di stanziamenti per l'esercizio non è lineare. Per questa ragione il prolungamento di due mesi dei pagamenti non ha inciso molto sul consumo degli stanziamenti del settore.

Capitolo 24 - UOVA E POLLAME (+ 11,0 Mio di ECU)

Le fonti spese nel settore uova e pollame sono essenzialmente dovute a tassi di restituzioni considerevolmente più elevati di quanto previsto nel bilancio 1987 (365 ECU/t invece di 240 ECU/t presi in considerazione per il pollame e 335 invece di 225 ECU/t per le uova).

Capitolo 25 - PRODOTTI FUORI ALLEGATO II (+ 30,3 Mio di ECU)

Il fabbisogno di stanziamenti è dovuto ad un aumento delle restituzioni in seguito ad una riduzione dei corsi mondiali per i prodotti di base.

Capitolo 28 - ICM (+ 312,9 Mio di ECU)

Il forte fabbisogno di stanziamenti supplementari per gli ICM è essenzialmente il risultato dei due fattori seguenti:

- i riallineamenti dei tassi centrali del 4.8.1986 e dell'11.1.87. Sono stati quindi creati ICM negativi, in seguito al sistema "switch-over" (il coefficiente correttore è passato da 1,083686 a 1,137282).
- Un calo considerevole per la maggior parte delle monete fluttuanti e in particolare per la sterlina britannica e la dracma. Gli ICM negativi erano quindi più importanti di quanto previsto nel bilancio 1987.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

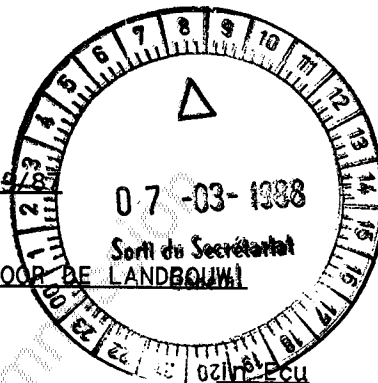
SEC(88) 336 def.

Brussel, 2 maart 1988

ALGEMENE BEGROTING - BEGROTINGSJAAR 1988
AFDELING III - COMMISSIE - DEEL B

KREDIETOVERSCHRIJVING NR. 4528
(Verplichte uitgaven)

EUROPEES ORIENTATIE- EN GARANTIEFONDS VOOR DE LANDBOUW
AFDELING "GARANTIE"



VAN HOOFDSTUK 12 - OLIJFOLIE

Artikel 120 - Restituties voor olijfolie 25.760.000

VAN HOOFDSTUK 14 - VEZELGEWASSEN EN ZIJDERUPSEN

Artikel 140 - Vezelvlas en hennep

Post 1400 - Produktiesteun voor vezelvlas 2.980.000

Post 1401 - Specifieke acties 1.490.000

Post 1402 - Produktiesteun voor hennep 1.350.000

Post 1409 - Overige interventies 2.000.000

Artikel 141 - Katoen 145.260.000

VAN HOOFDSTUK 16 - WIJN

Artikel 160 - Restituties voor produkten van de
wijnbouwsector 25.590.000

Artikel 161 - Interventies voor produkten van de
wijnbouwsector

Post 1610 - Opslag van wijn en druivemost 54.830.000

Post 1611 - Distillatie van wijn 54.980.000

Post 1612 - Verplichte distillatie van
bijprodukten van de wijnbereiding 10.600.000

Post 1613 - Steun voor druivemost 90.200.000

Post 1614 - Overneming van alcohol verkregen
bij verplichte distillatie 239.000.000

Post 1619 - Overige interventies 2.480.000

.../...

<u>VAN HOOFDSTUK 17</u>	- <u>TABAK</u>	
<u>Artikel 171</u>	- <u>Premies voor tabak</u>	24.390.000
<u>VAN HOOFDSTUK 20</u>	- <u>MELK EN ZUIVELPRODUKTEN</u>	
<u>Artikel 200</u>	- <u>Restituties voor melk en zuivelprodukten</u>	
Post 2002	- Restituties voor kaas	137.120.000
<u>Artikel 202</u>	- <u>Interventies in de vorm van steun voor het gebruik van ondermelk</u>	
Post 2020	- Steun voor magere-melkpoeder bestemd voor vervoeding aan kalveren	145.380.000
Post 2023	- Steun voor ondermelk bestemd voor vervoeding aan andere dieren dan kalveren	130.630.000
<u>Artikel 203</u>	- <u>Interventies in de vorm van opslag van boter en room</u>	
Post 2033	- Andere kosten van openbare opslag	327.000.000
Post 2034	- Waardevermindering van de botervoorraden	13.820.000
<u>Artikel 204</u>	- <u>Andere maatregelen voor botervet</u>	
Post 2040	- Consumptiesteun voor boter en steun voor ontvangers van sociale bijstand	23.000.000
Post 2049	- Overige maatregelen	110.330.000
<u>VAN HOOFDSTUK 21</u>	- <u>RUNDVLEES</u>	
<u>Artikel 210</u>	- <u>Restituties voor rundvlees</u>	221.300.000
<u>VAN HOOFDSTUK 23</u>	- <u>VARKENSVLEES</u>	
<u>Artikel 230</u>	- <u>Restituties voor varkensvlees</u>	61.500.000
<u>Artikel 231</u>	- <u>Interventies voor varkensvlees</u>	13.860.000
<u>VAN HOOFDSTUK 27</u>	- <u>COMPENSERENDE BEDRAGEN "TOETREDING" TOEGEKEND IN HET KADER VAN HET INTRACOMMUNAUTAIRE HANDELSVERKEER</u>	
<u>Artikel 270</u>	- <u>Compenserende bedragen toetreding", toegekend in het kader van het intracommunautaire handelsverkeer</u>	19.960.000

VAN HOOFDSTUK 29 - ANDERE UITGAVEN

<u>Artikel 290</u>	- <u>Vereffeningen betreffende voor- gaande begrotingslaren en resterende kredieten</u>	56.810.000
<u>Artikel 292</u>	- <u>Restituties voor voedselschen- kingen van de Gemeenschap</u>	
Post 2920	- Restituties voor de schenking van granen als voedselhulp	14.830.000
Post 2921	- Restituties voor de schenking van rijst als voedselhulp	28.030.000
Post 2924	- Restituties voor de schenking van magere-melkpoeder als voedselhulp	53.200.000
Post 2925	- Restituties voor de schenking van butteroil als voedselhulp	29.540.000
		2.067.220.000

NAAR HOOFDSTUK 10 - GRANEN EN RIJST

<u>Artikel 100</u>	- <u>Restituties voor granen</u>	
Post 1000	- Restituties voor zachte tarwe	302.980.000
Post 1003	- Restituties voor andere granen	130.590.000
<u>Artikel 103</u>	- <u>Medeverantwoordelijkheidsheffing en steun voor kleine telers</u>	
Post 1030	- Medeverantwoordelijkheidsheffing	173.170.000

NAAR HOOFDSTUK 11 - SUIKER

<u>Artikel 110</u>	- <u>Restituties voor suiker en isoglucose</u>	380.800.000
<u>Artikel 111</u>	- Interventies voor suiker	
Post 1110	- Vergoeding van opslagkosten	1.820.000

NAAR HOOFDSTUK 13 - OLIEHOUDENDE EN EIWITHOUDENDE
GEWASSEN

<u>Artikel 130</u>	- <u>Oliehoudende gewassen</u>	
Post 1301	- Produktiesteun voor kool- en raapzaad	250.620.000
Post 1302	- Produktiesteun voor zonne- bloemzaad	248.730.000
Post 1303	- Produktiesteun voor sojabonen	201.320.000

NAAR HOOFDSTUK 15 - GROENTEN EN FRUIT

Artikel 150 - Groenten en fruit

Post 1501 - Aan producentenorganisaties toegekende
financiële compensaties voor het uit
de markt nemen en aankopen van
produkten en voor gratis distributie 150.000

NAAR HOOFDSTUK 22 - SCHAPE- EN GEITEVLEES

Artikel 221 - Interventies voor schape- en geitevlees

Post 2210 - Premies 22.780.000

Post 2211 - Opslag 70.000

NAAR HOOFDSTUK 24 - EIEREN EN SLACHTPLUIMVEE

Artikel 241 - Restituties voor slachtpluimvee 11.020.000

NAAR HOOFDSTUK 25 - RESTITUTIES VOOR BEPAALDE
GOEDEREN, VERKREGEN DOOR VER-
WERKING VAN LANDBOUWPRODUKTEN

Artikel 250 - Restituties voor granen die worden
uitgevoerd in de vorm van
bepaalde alcoholhoudende dranken 15.480.000

Artikel 251 - Restituties voor bepaalde goederen
verkregen door verwerking van
landbouwprodukten 14.780.000

NAAR HOOFDSTUK 28 - MONETAIRE COMPENSERENDE BEDRAGEN,
GEHEVEN OF TOEGEKEND IN HET
HANDELSVERKEER IN LANDBOUWPRODUKTEN

Artikel 280 - MCB in het intracommunautaire handelsverkeer

Post 2801 - MCB bij invoer, toegekend door
de exporterende Lid-Staten voor
rekening van de importerende
Lid-Staten met gedeprecieerde valuta 202.860.000

Artikel 281 - MCB in het extracommunautaire
handelsverkeer

Post 2810 - Gedeelte van de MCB, toegekend
door importerende Lid-Staten met
gedeprecieerde valuta, dat de
belastingen bij invoer overtreft 110.050.000

2.067.220.000
=====

Overeenkomstig artikel 21, lid 4, van het Financieel Reglement heeft de
financiële controleur op 29.2.1988 zijn visum aan dit voorstel voor
kredietoverschrijving gehecht, waarmee de kredieten beschikbaar zijn verklaard.

.../...

MOTIVERING

I. INLEIDING

Het tekort van het EOGFL-Garantie is nooit tevoren zo groot geweest als in het begrotingsjaar 1987. De Commissie zelf heeft in haar voorontwerp van begroting de gevraagde kredieten beperkt tot het maximumbedrag volgens de berekeningen in het kader van de "begrotingsdiscipline", waarbij zij evenwel het meest uitdrukkelijke voorbehoud heeft gemaakt ten aanzien van de mogelijkheid om dit plafond in acht te nemen ingeval de dollar in waarde zou dalen ten opzichte van de Ecu.

Al bij het begin van het begrotingsjaar 1987 is gebleken dat het tekort aanzienlijk hoger zou liggen dan het bedrag dat in één maand wordt uitgegeven. Uiteindelijk kwam het uit op 4.512 miljoen Ecu, d.i. iets minder dan het bedrag van de uitgaven voor twee maanden.

Gezien de omvang van het tekort en het feit dat na tien maanden uitvoering van de begroting onmogelijk voldoende nauwkeurig viel uit te maken hoe groot de tekorten en de overschotten op de verschillende hoofdstukken zouden zijn, werd het niet dienstig geacht tijdens het begrotingsjaar kredieten van het ene hoofdstuk naar het andere over te schrijven.

Alle uit te voeren overschrijvingen van kredieten tussen de hoofdstukken zijn dan ook in dit voorstel opgenomen.

Het verschil tussen de ramingen en de betalingen voor de hoofdstukken met een overschot is voor een groot deel te verklaren door het besluit van de Raad om de kosten voor het in 1987 en 1988 uit te voeren boterafzetprogramma pas in de begrotingsjaren 1989 tot en met 1992 te vergoeden.

Hierna volgt een gedetailleerde verantwoording van de voorgestelde kredietaanpassingen.

II. VOORGESTELDE OVERSCHRIJVINGEN

A. HOOFDSTUKKEN WAARVAN KREDIETEN WORDEN AFGENOMEN

Er is geconstateerd dat er overschotten zijn voor de hoofdstukken die betrekking hebben op olijfolie, vezelgewassen, wijn, tabak, melk en zuivelprodukten, rundvlees, varkensvlees, compenserende bedragen "toetreding" en "andere uitgaven".

HOOFDSTUK 12 - OLIJFOLIE

(- 25,8 miljoen Ecu)

De uitgaven op deze post zijn gedaald doordat olijfolie voor een groot deel niet meer onverpakt wordt uitgevoerd, maar in kleine verpakkingen, waarvoor lagere restitutiebedragen gelden.

HOOFDSTUK 14 - VEZELGEWASSEN

(- 153,1 miljoen Ecu)

Artikel 141

Post 1410

Het overschot is bijna volledig toe te schrijven aan de sterke concentratie van de uitgaven in de maanden november en december, die worden vergoed uit kredieten voor het begrotingsjaar 1988, en aan de verlaging van het steunbedrag wegens de stijging van de wereldmarktprijzen voor katoen.

HOOFDSTUK 16 - WIJN

(- 477,7 miljoen Ecu)

Deze vermindering is voor de helft (- 239 miljoen Ecu) toe te schrijven aan het feit dat in 1987 geen alcohol uit openbare voorraden is afgezet, in tegenstelling met wat oorspronkelijk de bedoeling was.

Daar komen nog bij :

- het verlies van bepaalde uitvoermarkten (met name de USSR), en, bijgevolg, een vermindering van de restitutie-uitgaven (- 25,6 miljoen Ecu);
- het feit dat minder wijn is opgeslagen dan was geraamd, gedeeltelijk doordat de hoeveelheden voor Spanje werden overschat en gedeeltelijk doordat stringentere voorwaarden werden vastgesteld voor de distillatie als aanvullende maatregel op de langlopende opslag van tafelwijn (distillatie met honoreringsgarantie) (- 54,8 miljoen Ecu);
- het feit dat minder wijn is gedistilleerd dan voorzien (37 miljoen hectoliter in plaats van 38,6) (- 55 miljoen Ecu);
- het feit dat minder bijprodukten van de wijnbereiding (wijnmoer en draf) zijn gedistilleerd dan was geraamd (- 10,6 miljoen Ecu);
- de vermindering van de hoeveelheden die in aanmerking komen voor steun voor geconcentreerde most voor de verrijking van wijn, met name ten gevolge van het hogere natuurlijk alcoholgehalte (weersomstandigheden) (- 90,2 miljoen Ecu);
- het feit dat de bestedingen voor reclamecampagnes voor druivesap beneden het peil van de ramingen zijn uitgekomen (- 2,5 miljoen Ecu).

HOOFDSTUK 17 - TABAK

Artikel 171 - Premies

(- 24,4 miljoen Ecu)

De oogst is kleiner uitgevallen dan in de hypothese was aangenomen (383.000 ton in plaats van 399.000 ton).

.../...

HOOFDSTUK 20 - MELK EN ZUIVELPRODUKTEN (- 887,3 miljoen Ecu)

Dat er voor zuivelprodukten een overschot is, vindt zijn verklaring in de volgende drie punten :

- de invoering van de speciale financiering (Verordening nr. 801/87) voor de afzet van openbare botervoorraden. Een aanzienlijk gedeelte van de voor 1987 geplande uitgaven is derhalve naar een later tijdstip verschoven en wordt met ingang van 1989 aan de Lid-Staten vergoed (post 2033);
- het conjunctuurverloop, met name voor ondermelk en magere-melkpoeder, waardoor minder grote hoeveelheden dan voorzien voor steun in aanmerking kwamen wegens het effect van de verlaging van de melkquota en, voor vloeibare ondermelk voor vervoeding aan varkens, wegens een verlaging van het steunbedrag (post 2020 en post 2023). Bovendien kon in verband met de begrotingssituatie niet worden afgeschreven op de voorraden boter in openbare opslag (post 2034);
- de verlenging van de termijn voor de betalingen uit het EOGFL met twee maanden heeft tot gevolg gehad dat in 1987 minder uitgaven moeten worden vergoed (post 2002 en post 2049).

HOOFDSTUK 21 - RUNDVLEES (- 221,3 miljoen Ecu)

Voor post 2100 (uitvoerrestituties) is er een overschot omdat voor minder grote hoeveelheden vlees dan voorzien restituties moesten worden betaald en het restitutiebedrag lager lag.

HOOFDSTUK 23 - VARKENSVLEES (- 75,4 miljoen Ecu)

In de sector varkensvlees is er een overschot doordat de restitutiebedragen minder hoog waren dan de bedragen die in de begroting zijn opgenomen.

HOOFDSTUK 27 - COMPENSERENDE BEDRAGEN "TOETREDING" (- 19,9 miljoen Ecu)

Deze daling is vooral het gevolg van het feit dat de omvang van het handelsverkeer is achtergebleven bij de verwachtingen.

HOOFDSTUK 29 - OVERIGE UITGAVEN (- 182,4 miljoen Ecu)

Artikel 290 - Vereffeningen betreffende voorgaande begrotingsjaren

Er zijn extra kredieten beschikbaar omdat het bedrag voor de vereffening van voorgaande begrotingsjaren groter is dan voorzien.

Artikel 292 - Restituties voor voedselschenken

De wijzigingen in de voorschriften inzake de financiering van de voedselhulp (voorschotten), hebben ertoe geleid dat in 1987 voor een geringer voedselhulpvolume betalingen moesten worden verricht dan bij de vaststelling van de begroting werd aangenomen.

B. HOOFDSTUKKEN WAARNAAR DE KREDIETEN WORDEN OVERGESCHREVEN

De hoofdstukken waarvoor de begrotingsmiddelen moeten worden aangevuld zijn de hoofdstukken met betrekking tot granen, suiker, oliehoudende gewassen, schapevlees, eieren en slachtpluimvee, produkten die niet onder bijlage II vallen en monetaire compenserende bedragen.

HOOFDSTUK 10 - GRANEN (+ 606,7 miljoen Ecu)

Post 1000	- Restituties voor zachte tarwe	(+ 303,0 miljoen Ecu)
Post 1003	- Restituties voor andere granen	(+ 130,6 miljoen Ecu)

Dat voor deze posten bijkomende middelen nodig zijn, is het gevolg van de daling van de graanprijzen op de wereldmarkten tijdens het begrotingsjaar en het door de daling van de dollar nog versterkte effect daarvan; daardoor moesten hogere restitutiebedragen worden betaald dan oorspronkelijk was voorzien.

Post 1030	- Medeverantwoordelijkheidsheffing	(+ 173,2 miljoen Ecu)
-----------	------------------------------------	-----------------------

Het tekort voor deze post, is het gevolg van het feit dat de ontvangsten uit de medeverantwoordelijkheidsheffing lager waren dan oorspronkelijk was voorzien; dit kwam vooral doordat meer graan van heffing werd vrijgesteld dan in de aanvankelijke hypothese was aangenomen (voorraden van vóór het verkoopseizoen 1986/1987, graan dat op het bedrijf zelf is verbruikt, enz.) en door de tegenvallende oogst 1986/1987.

HOOFDSTUK 11 - SUIKER (+ 382,6 miljoen Ecu)

Post 1100	- Uitvoerrestituties	(+ 380,8 miljoen Ecu)
-----------	----------------------	-----------------------

De wereldmarktprijs voor suiker is in de loop van het begrotingsjaar 1987 verder blijven dalen; dat heeft ertoe geleid dat de uitvoerrestituties hoger kwamen te liggen dan oorspronkelijk voorzien was.

Post 1110	- Vergoeding van opslagkosten	(+ 1,8 miljoen Ecu)
-----------	-------------------------------	---------------------

Er zijn bijkomende kredieten nodig doordat een hoger bedrag is betaald aan maandelijkse forfaitaire vergoeding voor de opslagkosten : de per maand opgeslagen hoeveelheid suiker was groter dan in het voorontwerp was geraamd.

HOOFDSTUK 13 - OLIEHOUDENDE EN EIWITHOUDENDE
GEWASSEN

(+ 700,7 miljoen Ecu)

Artikel 130

Posten 1301
1302
1303

Het tekort vindt zijn oorsprong vooral in een sterke stijging van de produktie in EUR 10 van de drie betrokken produkten vergeleken met de hypothesen waarvan men voor de begroting was uitgegaan.

(x 1 mln ton)

	Begrotingsramingen		Huidige ramingen	
	Verkoopseizoenen		Verkoopseizoenen	
	1986/87	1987/88	1986/87	1987/88
Koolzaad	3,5	3,8	3,7	5,9
Zonnebloem- zaad	1,9	2,0	2,4	2,8
Sojabonen	0,5	0,7	0,9	1,7

HOOFDSTUK 22 - SCHAPEVLEES

(+ 22,8 miljoen Ecu)

Het tekort is hieraan te wijten dat voor het verkoopseizoen 1986 iets hogere bedragen aan premies voor oelen zijn uitgegeven dan was voorzien en dat van de voorgaande verkoopseizoenen kleinere bedragen overbleven.

Er dient op te worden gewezen dat de bestedingen in deze sector gedurende het begrotingsjaar niet lineair zijn verlopen. Daarom heeft het uitstellen van de betalingen met twee maanden geen grote invloed gehad op de totale bestedingen in deze sector.

HOOFDSTUK 24 - EIEREN EN SLACHTPLUIMVEE

(+ 11,0 miljoen Ecu)

Dat in de sector eieren en slachtpluimvee aanzienlijk meer is uitgegeven, komt vooral doordat de restitutiebedragen aanzienlijk hoger waren dan voor de begroting 1987 was geraamd (365 Ecu/ton in plaats van 240 Ecu/ton voor slachtpluimvee en 335 Ecu/ton in plaats van 225 Ecu/ton voor eieren).

HOOFDSTUK 25 - PRODUKTEN DIE NIET ONDER
BIJLAGE II VALLEN

(+ 30,3 miljoen Ecu)

Er zijn extra kredieten nodig omdat de restituties zijn verhoogd ten gevolge van een daling van de wereldmarktprijzen voor de basisprodukten.

.../...

Aan het aanzienlijk tekort voor de MCB's zijn vooral de twee volgende factoren debet :

- de aanpassing van de spilkoersen op 4 augustus 1986 en op 11 januari 1987. Daardoor zijn negatieve MCB's gecreëerd ten gevolge van de "switch-over" (de aanpassingscoëfficiënt is van 1,083686 gestegen tot 1,137282);
- een aanzienlijke daling van de meeste vlottende munten, en met name het Britse pond en de drachme. De negatieve MCB's waren daardoor hoger dan in de begroting 1987 was voorzien.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

SEC(88) 336 Final

Brussels, 2 March 1988

GENERAL BUDGET FOR 1988
SECTION III - COMMISSION - PART B

TRANSFER OF APPROPRIATIONS No 49/87

(Compulsory expenditure)

EUROPEAN AGRICULTURAL GUIDANCE AND GUARANTEE FUND
GUARANTEE SECTION

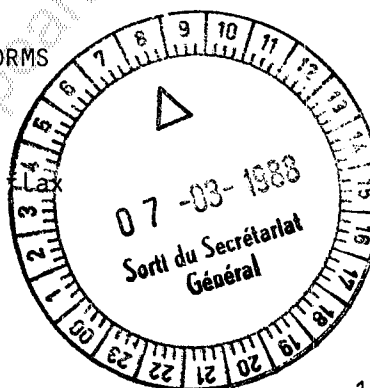
ECU

FROM CHAPTER 12 - OLIVE OIL

Article 120	<u>Refunds on olive oil</u>	25 760 000
-------------	-----------------------------	------------

FROM CHAPTER 14 - TEXTILE PLANTS AND SILKWORMS

Article 140	<u>Fibre flax and hemp</u>	
Item 1400	Production aid for fibre	2 980 000
Item 1401	Specific measures	1 490 000
Item 1402	Production aid for hemp	1 350 000
Item 1409	Other intervention	2 000 000
Article 141	<u>Cotton</u>	145 260 000



FROM CHAPTER 16 - PRODUCTS OF THE WINE-GROWING SECTOR

Article 160	<u>Refunds on products of the wine-growing sector</u>	25 590 000
Article 161	<u>Intervention for products of the wine-growing sector</u>	
Item 1610	Intervention storage of wine and grape must	54 830 000
Item 1611	Distillation of wine	54 980 000
Item 1612	Compulsory distillation of the by-products of wine making	10 600 000
Item 1613	Aid for the use of must	90 200 000
Item 1614	Buying-in of alcohol from compulsory distillation	239 000 000
Item 1619	Other intervention	2 480 000

<u>CHAPTER 17</u>		- TOBACCO	
Article 171	<u>Premiums for tobacco</u>		24 390 000
<u>CHAPTER 20</u>		- MILK AND MILK PRODUCTS	
Article 200	<u>Refunds on milk and milk products</u>		
Item 2002	Refunds on cheese		137 120 000
Article 202	<u>Aid for skimmed milk</u>		
Item 2020	Aid for skimmed-milk powder for use as feed for calves		145 380 000
Item 2023	Aid for liquid skimmed milk for use as feed for animals other than calves		130 630 000
Article 203	<u>Intervention storage of butter and cream</u>		
Item 2033	Other storage costs		327 000 000
Item 2034	Depreciation of butter stocks		13 820 000
Article 204	<u>Other measures relating to butterfat</u>		
Item 2040	Consumption aid for butter and for those receiving social assistance		23 000 000
Item 2049	Other measures		110 330 000
<u>FROM CHAPTER 21</u>		- BEEF/VEAL	
Article 210	<u>Refunds on beef/veal</u>		221 300 000
<u>FROM CHAPTER 23</u>		- PIGMEAT	
Article 230	<u>Refunds on pigmeat</u>		61 500 000
Article 231	<u>Intervention for pigmeat</u>		13 860 000
<u>FROM CHAPTER 27</u>		- ACCESSION COMPENSATORY AMOUNTS GRANTED IN INTRA-COMMUNITY TRADE	
Article 270	<u>Accession compensatory amounts granted in intra-Community trade</u>		19 960 000

FROM CHAPTER 29 - OTHER EXPENDITURE

Article 290	<u>Clearance of previous years' accounts and residual appropriations</u>	56 810 000
Article 292	<u>Refunds in connection with Community food aid</u>	
Item 2920	Refunds in connection with Community food aid (cereals)	14 830 000
Item 2921	Refunds in connection with Community food aid (rice)	28 030 000
Item 2924	Refunds in connection with Community food aid (skimmed-milk powder)	53 200 000
Item 2925	Refunds in connection with Community food aid (butteroil)	29 540 000
		2 067 220 000

TO CHAPTER 10 - CEREALS AND RICE

Article 100	<u>Refunds on cereals</u>	
Item 1000	Refunds on common wheat grain and flour	302 980 000
Item 1003	Refunds on other cereals	130 590 000
Article 103	<u>Co-responsibility levy and aid to small producers</u>	
Item 1030	Co-responsibility levy	173 170 000

TO CHAPTER 11 - SUGAR

Article 110	<u>Refunds on sugar and isoglucose</u>	380 800 000
Article 111	<u>Intervention for sugar</u>	
Item 1110	Reimbursement of storage costs	1 820 000

TO CHAPTER 13 - OIL SEEDS AND PROTEIN PLANTS

Article 130	<u>Oil seeds</u>	
Item 1301	Production aid for colza and rape seed	250 620 000
Item 1302	Production aid for sunflower seed	248 730 000
Item 1303	Production aid for soya beans	201 320 000

TO CHAPTER 15 - FRUIT AND VEGETABLES

Article 150 Fresh fruit and vegetables

Item 1501 Compensation for withdrawals and buying-in
and for free distribution operations 150 000

TO CHAPTER 22 - SHEEPMEAT AND GOATMEAT

Article 221 Intervention for sheepmeat and goatmeat

Item 2210 Premiums 22 780 000

Item 2211 Storage 70 000

TO CHAPTER 24 - EGGS AND POULTRYMEAT

Article 241 Refunds on poultrymeat 11 020 000

TO CHAPTER 25 - REFUNDS ON CERTAIN GOODS OBTAINED BY
PROCESSING AGRICULTURAL PRODUCTS

Article 250 Refunds on cereals exported in the form of
certain spirituous beverages 15 480 000

Article 251 Refunds on certain goods obtained by
processing agricultural products 14 780 000

TO CHAPTER 28 - MONETARY COMPENSATORY AMOUNTS LEVIED OR
PAID IN TRADE IN AGRICULTURAL PRODUCTS

Article 280 Monetary compensatory amounts in intra-
Community trade

Item 2801 Monetary compensatory amounts on imports
granted by exporting Member States on
behalf of importing Member States
(with a depreciated currency) 202 860 000

Article 281 Monetary compensatory amounts in trade
with non-member countries

Item 2810 Portion of monetary compensatory amounts
granted on imports (into Member States with a
depreciated currency) which exceeds the
import levy 110 050 000

2 067 220 000

The Financial Controller approved this proposal on 29.2. 1988 in
accordance with Article 21(4) of the Financial Regulation and certified that
the appropriations are available.

GROUNDS

(I) Introduction

The 1987 financial year saw an unprecedented shortfall of appropriations in the EAGGF Guarantee Section. The Commission itself had confined its requests for appropriations in its preliminary draft budget to the maximum amount allowed under the policy of budgetary discipline, while expressing serious reservations as to the possibility of keeping within this ceiling in the event of a depreciation of the dollar in relation to the ECU.

It was clear from the beginning of 1987 that the shortfall of appropriations would far exceed the equivalent of one month's expenditure. It finally amounted to 4 512 million ECU, or a little less than two months' expenditure.

In view of the scale of the deficit and the fact that it was impossible to predict the amount of the shortfalls and surpluses under the various chapters with sufficient accuracy after ten months of implementation, it was deemed inappropriate to transfer appropriations between chapters during the financial year.

As a result, all the adjustments required have been brought together in this transfer proposal.

As regards the unused appropriations in the chapters which were in surplus, the discrepancy between estimates and outturn is to a large extent accounted for by the Council decision to defer the costs of the butter stocks disposal programme carried out in 1987 and 1988 to the financial years 1989 to 1992.

The detailed grounds for the proposed adjustments are set out below.

(II) Proposed transfers

A. Chapters from which appropriations are to be transferred

Surpluses were recorded in the chapters relating to olive oil, textile plants, the wine-growing sector, tobacco, milk products, beef and veal, pigmeat, accession compensatory amounts and other expenditure.

Chapter 12 - OLIVE OIL

(-25.8 million ECU)

The fall in expenditure under this item is due to the fact that exports of olive oil in bulk have largely been replaced by exports in small consignments, to which a lower rate of refund applies.

Chapter 14 - TEXTILE PLANTS

(-153.1 million ECU)

Article 141

Item 1410

The surplus is almost entirely due to the fact that expenditure was concentrated largely in the months of November and December, which are covered by the appropriations for the 1988 financial year, and to the fall in the level of aid as a result of the increase in world cotton prices.

CHAPTER 16 - WINE-GROWING SECTOR

(-477.7 million ECU)

Half of the decrease in expenditure (239 million ECU) is accounted for by the fact that stocks of alcohol in public storage were not disposed of as envisaged in 1987.

The other factors were:

- the loss of some export markets (in particular the USSR), resulting in lower expenditure on refunds (-25.6 million ECU);
- reduced quantities of wine being put into storage, due partly to an overestimate of the quantities of Spanish wine and partly to the introduction of stricter conditions governing the distillation of table wines after long-term storage (distillation under satisfactory outcome guarantee) (-54.8 million ECU);
- distillation of smaller quantities of wine than envisaged (37 million hl instead of 38.6 million hl) (-55 million ECU);
- distillation of smaller quantities of by-products of wine making (lees and marcs) (-10.6 million ECU);
- a reduction in the quantities eligible for aid for the use of must in concentrated form to enrich certain wines, caused in particular by greater natural alcoholic strength as a result of climatic conditions (-90.2 million ECU);
- a reduction in the utilization of the appropriations for campaigns to promote the use of grape juice (-2.5 million ECU).

Chapter 17 - TOBACCO

Article 171 - Premiums

(-24.4 million ECU)

The harvest was smaller than had been estimated (383 000 tonnes instead of 399 000 tonnes).

Chapter 20 - MILK PRODUCTS

(-887.3 million ECU)

The drop in the appropriations required for milk products is accounted for by three factors:

- the introduction of the special financing arrangements (Regulation No 801/87) for the disposal of butter in public storage. This meant that a considerable proportion of the expenditure envisaged for 1987 was carried over and will be reimbursed to the Member States from 1989 onwards (Item 2033);
- short-term market changes, particularly in the skimmed-milk sector where the quantities qualifying for aid were lower than expected as a result of the reduction in the milk quotas and, in the case of liquid skimmed milk for use as feed for pigs, of a reduction in the level of aid (Items 2020 and 2023). In addition, the expected depreciation of butter stocks could not be carried out owing to the budgetary situation (Item 2034);
- the two-month extension of the deadline for EAGGF payments reduced the amount of expenditure to be met in 1987 (Items 2002 and 2049).

Chapter 21 - BEEF/VEAL

(-221.3 million ECU)

The surplus appropriations under Item 2100 (export refunds) resulted from a smaller quantity of meat than expected being eligible for refunds, and from a reduction in the rate of the refunds.

Chapter 23 - PIGMEAT

(-75.4 million ECU)

A reduction in the rate of the refunds since the budget was drawn up accounts for the surplus of appropriations in the pigmeat sector.

Chapter 27 - ACCESSION COMPENSATORY AMOUNTS

(-19.9 million ECU)

The surplus is largely the result of a lower than expected volume of trade.

Chapter 29 - OTHER EXPENDITURE

(-182.4 million ECU)

Article 290 - Clearance of previous years' accounts

The additional appropriations available are the result of the clearance of previous years' accounts yielding a larger amount than expected.

Article 292 - Refunds in connection with Community food aid

The changes made to the rules governing the financing of food aid expenditure (advances) meant that the quantity of food aid paid for in 1987 was lower than that forecast in the budget.

B. Chapters to which the appropriations are to be transferred

Additional appropriations are required for the chapters relating to cereals, sugar, oil seeds, sheepmeat, eggs and poultry, products not covered by Annex II and monetary compensatory amounts, which show a shortfall in appropriations.

Chapter 10 - CEREALS (+606.7 million ECU)

Item 1000 - Refunds on common wheat grain and flour (+303.0 million ECU)

Item 1003 - Refunds on other cereals (+130.6 million ECU)

The additional appropriations for these items are required to offset the fall in the price of cereals on the world markets during the year, further aggravated by the fall in the dollar, which led to higher rates of refunds than initially expected.

Item 1030 - Co-responsibility levy (+173.2 million ECU)

Additional appropriations are required due to the fact that receipts from the co-responsibility levy were lower than initially forecast, largely as a result of the quantity of cereals exempted, which was higher than expected (stocks from previous marketing years, cereals for on-farm consumption, etc.), and also of the poor harvest in 1986/87, which fell short of expectations.

Chapter 11 - SUGAR (+382.6 million ECU)

Item 1100 - Export refunds (+380.8 million ECU)

The fall in the world price of sugar, which was sustained throughout 1987, gave rise to higher rates of export refunds than originally expected.

Item 1110 - Reimbursement of storage costs (+1.8 million ECU)

Additional appropriations are needed to offset the increase in the monthly flat-rate repayment of storage costs, made necessary by the volume of sugar stored each month, which was higher than the estimate on which the preliminary draft budget was based.

Article 130Item 1301Item 1302Item 1303

The shortfall is largely the result of a sharp increase in production in the Community of 10 of the three products in question, compared with the estimates used for the budget.

million tonnes				
	Budget estimates		Current estimates	
	Marketing years		Marketing years	
	1986/87	1987/88	1986/87	1987/88
Colza	3.5	3.8	3.7	5.9
Sunflower seed	1.9	2.0	2.4	2.8
Soya beans	0.5	0.7	0.9	1.7

Chapter 22 - SHEEPMEAT

(+22.8 million ECU)

The shortfall in appropriations is accounted for by the fact that payments of the sheepmeat premium during the 1986 marketing year were slightly up on forecasts, and by the existence of some smaller outstanding amounts under the premium from previous years.

It should be noted that the utilization of appropriations in this sector is not constant throughout the year. As a result, the extension of the payment deadline by two months did not significantly affect the rate of consumption of appropriations.

Chapter 24 - EGGS AND POULTRYMEAT

(+11.0 million ECU)

The high level of expenditure in the eggs and poultrymeat sector is largely the result of a sharp rise in the rate of refunds in relation to the forecast in the 1987 budget (365 ECU/t instead of 240 ECU/t for poultrymeat and 335 ECU/t instead of 225 ECU/t for eggs).

Chapter 25 - PRODUCTS NOT COVERED BY ANNEX II

(+30.3 million ECU)

Appropriations are required to offset an increase in refunds following a fall in the world prices of the basic products.

The large amount of additional appropriations required for monetary compensatory amounts is mainly accounted for by the following two factors:

- the realignment of the central rates on 4 August 1986 and 11 January 1987. Negative MCAs were thus created as a result of the switch-over system (the corrective factor rose from 1.083686 to 1.137282);
- an appreciable fall in the rate of most of the floating currencies, in particular the pound sterling and the drachma. As a result, the level of negative MCAs was higher than the estimate used for the 1987 budget.

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

SEC(88) 336 endelig udg.

Bruxelles, den 2 marts 1988

DET ALMINDELIGE BUDGET - REGNSKABSÅRET 1988
SEKTION III - KOMMISSIONEN - DEL B

BEVILLINGSOVERFØRSEL Nr. 49/87

(Obligatoriske udgifter)

DEN EUROPÆISKE UDVIKLINGS- OG GARANTIFOND FOR LANDBRUGET
GARANTISEKTIONEN

I ECU

FRA KAPITEL 12 - OLIVENOLIE

Artikel 120 - Restitutioner - olivenolie 25 760 000

FRA KAPITEL 14 - SPINDPLANTER OG SILKEORME

Artikel 140 - Spindhør og hamp

Konto 1400 - Producentstøtte - spindhør 2 980 000

Konto 1401 - Specifikke foranstaltninger 1 490 000

Konto 1402 - Producentstøtte - hamp 1 350 000

Konto 1409 - Andre interventioner 2 000 000

Artikel 141 - Bomuld 145 260 000

FRA KAPITEL 16 - PRODUKTER HENHØRENDE UNDER VINSEKTOREN

Artikel 160 - Restitutioner - produkter fra vinsektoren 45 590 000

Artikel 161 - Interventioner - produkter fra vinsektoren

Konto 1610 - Interventioner i form af oplagring af vin og druemost 54 830 000

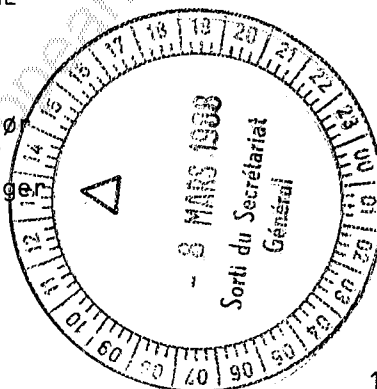
Konto 1611 - Destillation af vin 54 980 000

Konto 1612 - Obligatorisk destillation af biprodukter fra vinfremstilling 10 600 000

Konto 1613 - Støtte til anvendelse af most 90 200 000

Konto 1614 - Overtagelse af alkohol fra obligatorisk destillation 239 000 000

Konto 1619 - Andre interventioner 2 480 000



FRA KAPITEL 17 - TOBAK

Artikel 171 - Præmier - tobak 24 390 000

FRA KAPITEL 20 - MÆLK OG MEJERIPRODUKTER

Artikel 200 - Restitutioner - mælk og mejeriprodukter

Konto 2002 - Restitutioner - ost 137 120 000

Artikel 202 - Interventioner i form af støtte til
anvendelse af skummetmælk

Konto 2020 - Støtte - skummetmælkspulver til foder til
kalve 145 380 000

Konto 2023 - Støtte - flydende skummetmælk til foder
til andre dyr end kalve 130 630 000

Artikel 203 - Interventioner i form af oplagring
af smør og fløde

Konto 2033 - Andre udgifter til oplagring 327 000 000

Konto 2034 - Nedskrivning af smørlagrene 13 820 000

Artikel 204 - Andre foranstaltninger vedrørende smørfedt

Konto 2040 - Støtte til smørforbrug og til modtagere af
socialhjælp 23 000 000

Konto 2049 - Andre foranstaltninger 110 330 000

FRA KAPITEL 21 - OKSEKØD

Artikel 210 - Restitutioner - oksekød 221 300 000

FRA KAPITEL 23 - SVINEKØD

Artikel 230 - Restitutioner - svinekød 61 500 000

Artikel 231 - Interventioner - svinekød 13 860 000

FRA KAPITEL 27 - TILTRÆDELSESUDLIGNINGSBELØB, DER YDES I
FORBINDELSE MED SAMHANDELEN INDEN FOR
FÆLLESSKABET

Artikel 270 - Tiltrædelsesudligningsbeløb, der ydes i
forbindelse med samhandelen inden for
Fællesskabet 19 960 000

FRA KAPITEL 29 - ANDRE UDGIFTER

Artikel 290 - <u>Afslutning af regnskaber fra tidligere regnskabsår og resterende bevillinger</u>	56 810 000
Artikel 292 - <u>Restitutioner - fællesskabsaktioner vedrørende fødevarehjælp i form af gavebistand</u>	
Konto 2920 - Restitutioner - fødevarehjælp - korn	14 830 000
Konto 2921 - Restitutioner - fødevarehjælp - ris	28 030 000
Konto 2924 - Restitutioner - fødevarehjælp - skummetmælkspulver	53 200 000
Konto 2925 - Restitutioner - fødevarehjælp - butteroil	29 540 000
	2 067 220 000

TIL KAPITEL 10 - KORN OG RIS

Artikel 100 - <u>Restitutioner - korn</u>	
Konto 1000 - Restitutioner - blød hvede og mel af blød hvede	302 980 000
Konto 1003 - Andre restitutioner	130 590 000
Artikel 103 - <u>Medansvarsafgift og støtte til mindre producenter</u>	
Konto 1030 - Medansvarsafgift	173 170 000

TIL KAPITEL 11 - SUKKER

Artikel 110 - <u>Restitutioner - sukker og isoglucose</u>	380 800 000
Artikel 111 - <u>Interventioner - sukker</u>	
Konto 1110 - Refusion af oplagringsomkostninger	1 820 000

TIL KAPITEL 13 - OLIEHOLDIGE OG PROTEINHOLDIGE AFGRØDER

Artikel 130 - <u>Olieholdige afgrøder</u>	
Konto 1301 - Producentstøtte - raps- og rybsfrø	250 620 000
Konto 1302 - Producentstøtte - solsikkefrø	248 730 000
Konto 1303 - Producentstøtte - sojabønner	201 320 000

TIL KAPITEL 15 - FRUGT OG GRØNSAGER

Artikel 150 - Friske frugter og grønsager

Konto 1501 - Udligningstilskud til tilbagekøb og
udgifter til opkøb og gratis distribution 150 000

TIL KAPITEL 22 - FÅREKØD OG GEDEKØD

Artikel 221 - Interventioner - fåre- og gedekød

Konto 2210 - Præmier 22 780 000

Konto 2211 - Oplagring 70 000

TIL KAPITEL 24 - ÆG OG FJERKRÆKØD

Artikel 241 - Restitutioner - fjerkrækød 11 020 000

TIL KAPITEL 25 - RESTITUTIONER FOR VISSE VARER FREM-
STILLET VED FORARBEJDNING AF LANDBRUGS-
PRODUKTER

Artikel 250 - Restitutioner for korn, der eksporteres
i form af spiritusholdige drikkevarer 15 480 000

Artikel 251 - Restitutioner for visse varer fremstillet
ved forarbejdning af landbrugsprodukter 14 780 000

TIL KAPITEL 28 - MONETÆRE UDLIGNINGSBELØB, DER OPKRÆVES
ELLER YDES I FORBINDELSE MED SAMHANDELEN
MED LANDBRUGSPRODUKTER

Artikel 280 - Monetære udligningsbeløb i forbindelse med
samhandelen inden for Fællesskabet

Konto 2801 - Monetære udligningsbeløb, der ydes af
eksporterende medlemsstater for importe-
rende medlemsstater (med nedskrevet valuta)
ved indførsel 202 860 000

Artikel 281 - Monetære udligningsbeløb i forbindelse med
samhandelen med tredjelande

Konto 2810 - Den del af de ved indførsel ydede monetære
udligningsbeløb (i medlemsstater med ned-
skrevet valuta) som overstiger landbrugs-
importafgiften 110 050 000

2 067 220 000

Finansinspektøren påtegnede den 29. 2. 1988 dette forslag i hen-
hold til finansforordningens artikel 21, stk. 4, og attesterede dermed
bevillingernes tilstedeværelse.

BEGRUNDELSE

I) Indledning

For så vidt angår udgifterne under EUGFL, Garantisektionen, har bevillingsmankoen i regnskabsåret 1987 været større end nogensinde. Kommissionen havde selv begrænset sine bevillingsansøgninger i det foreløbige budget til det maksimalbeløb, der fremkommer ved beregningerne i henhold til "budgetdisciplinen", idet den dog udtrykkelig tog forbehold over for, om det var muligt at overholde dette loft, såfremt dollaren deprecieredes i forhold til ECU'en.

Allerede i begyndelsen af regnskabsåret 1987 viste det sig, at denne bevillingsmanko udgjorde langt over, hvad der svarede til en måneds udgifter.

I betragtning af underskuddets størrelse og da det er umuligt med tilstrækkelig nøjagtighed at anslå, hvor store under- eller overskud der vil blive under de forskellige kapitler efter 10 måneders gennemførelse, har man ikke fundet det hensigtsmæssigt at overføre bevillinger mellem kapitler i regnskabsårets løb.

Alle nødvendige bevillingstilpasninger mellem kapitler er således indeholdt i nærværende overførselsforslag.

For så vidt angår de uudnyttede bevillinger under de kapitler, som udviser overskud, skyldes en betydelig del af forskellen, at Rådet besluttede at udskyde konteringen af omkostningerne ved det program til afsætning af smør, som gennemførtes i 1987 og 1988, til 1989-92.

De detaljerede begrundelser for de foreslåede bevillingstilpasninger er anført i det efterfølgende.

II) FORESLÅEDE OVERFØRSLER

A. Kapitler, hvorfra bevillingerne overføres

Der er konstateret overskydende bevillinger under kapitlerne vedrørende olivenolie, spindplanter, vinsektoren, tobak, mejeriprodukter, oksekød, svinekød, tiltrædelsesudligningsbeløb og andre udgifter.

Kapitel 12 - OLIVENOLIE

(- 25,8 mio ECU)

Udgiftsudviklingen har under denne konto været præget af, at eksporten af uemballeret olivenolie for en stor dels vedkommende er blevet erstattet af eksport i små emballager, for hvilke restitutionssatsen er lavere.

Kapitel 14 - SPINDPLANTER

(- 153-1 mio ECU)

Artikel 141

Konto 1410

Overskuddet skyldes næsten udelukkende den kraftige koncentration i november og december af udgifter, som først konteres over 1988-bevillingerne, og nedgangen i støttesatsen på grund af stigningen i verdensmarkedspriserne på bomuld.

Kapitel 16 - VINSEKTOREN

(- 477,7 mio ECU)

Dette fald skyldes for halvdelens vedkommende (1 239 mio ECU), at alkohol fra offentlig lager ikke som oprindelig ventet blev afsat i 1987.

Hertil kommer:

- tabet af visse eksportmarkeder (især Rusland) og som følge deraf færre restitutionsudgifter (- 25,6 mio ECU)
- at færre vinmængder er blevet oplagret, hovedsagelig på grund af en overvurdering af de spanske mængder og til dels som følge af indførelsen af strengere regler for destillation som supplement til langtidsoplagring af bordvin (destillation med udnyttelsesgaranti) (- 54,8 mio ECU)
- at der er blevet destilleret færre mængder vin end ventet (37 mio HL i stedet for 38,6) (- 55 mio ECU)
- at der er blevet destilleret færre biprodukter i vinsektoren (bærme og presserester) (- 10,6 mio ECU)
- en nedgang i de mængder, hvortil der ydes støtte i forbindelse med koncentreret most til forhøjelse af alkoholindholdet i visse vine, hvilket hovedsagelig skyldes et naturligt højere alkoholindhold (klimatiske forhold) (- 90,2 mio ECU)
- et mindre bevillingsforbrug end ventet til afsætningskampagner for druesaft (- 2,5 mio ECU).

Kapitel 17 - TOBAK

Artikel 171 - Præmier

(- 24,4 mio ECU)

Høsten viste sig at blive mindre end antaget (383 000 tons i stedet for 399 000 tons).

Kapitel 20 - MEJERIPRODUKTER

(- 887,3 mio ECU)

Behovet for bevillinger til mejeriprodukter blev af tre grunde ikke så stort som ventet:

- indførelsen af den særlige finansiering (forord. 801/87) til afsætning af offentlige smørlagre. En betragtelig del af de anslåede udgifter for 1987 er således blevet udskudt og vil blive refunderet medlemsstaterne fra 1989 (konto 2033)
- den konjunkturudvikling, som især gør sig gældende for skummetmælk, hvor de støtteberettigede mængder har været mindre end ventet på grund af virkningen af reduktionen af mælkekvoterne, og for flydende skummetmælk til svinefoder som følge af en reduktion af støtten (konto 2020 og 2023).
Desuden har smørlagrene på grund af budgetsituationen ikke som planlagt kunnet nedskrives (konto 2034).
- udskydelsen af betalingerne under EUGFL med 2 måneder har betydet færre udgifter over 1987-budgettet (konto 2002 og 2049).

Kapitel 21 - OKSEKØD

(- 221,3 mio ECU)

De overskydende bevillinger under konto 2100, eksportrestitutioner, er fremkommet ved, at der er blevet betalt restitutioner for mindre kødmængder end ventet, og ved at restitutionssatsen har været lavere.

Kapitel 23 - SVINEKØD

(- 75,4 mio ECU)

Lavere restitutionssatser end antaget ved opstillingen af budgettet er årsagen til, at der er et bevillingsoverskud i svinekødssektoren.

Kapitel 27 - TUB

(- 19,9 mio ECU)

Denne nedgang skyldes hovedsagelig, at samhandelen har været mindre end ventet.

Kapitel 29 - ANDRE UDGIFTER

(- 182,4 mio ECU)

Artikel 290 - Afslutning af regnskaber for tidligere regnskabsår

Bevillingsoverskuddet skyldes, at der ved afslutningen af regnskaber for tidligere regnskabsår er blevet et større beløb tilovers end ventet.

Artikel 291 - Restitutioner - fødevarehjælp

Ændringen af forordningen om finansiering af udgifterne til fødevarehjælp (forskud) har bevirket, at den mængde fødevarehjælp, der i 1987 blev betalt, var mindre end budgetteret.

B. Kapitler, hvortil bevillingerne overføres

Der er behov for tilførsel af bevillinger under kapitlerne vedrørende korn, sukker, olieholdige afgrøder, fårekød, æg og fjerkrækød, varer uden for bilag II og monetære udligningsbeløb.

Kapitel 10 - KORN

(+ 606,7 mio ECU)

Konto 1000 - Restitutioner - blød hvede

(+ 303,0 mio ECU)

Konto 1003 - Andre restitutioner

(+ 130,6 mio ECU)

Behovet for supplerende bevillinger under disse konti skyldes dels faldet i kornpriserne på verdensmarkedet i regnskabsårets løb, dels dollarfaldet, som har forværret problemet; dette har bevirket højere restitutionssatser end oprindelig forudset.

Konto 1030 - Medansvarsafgift

(+ 173,2 mio ECU)

Dette behov for supplerende bevillinger skyldes, at det beløb, der er blevet betalt i medansvarsafgift, er mindre end oprindelig anslået. Dette er navnlig en følge af, at en større mængde korn end oprindelig antaget har været fritaget (lagre fra høstår før 86/87, korn til eget forbrug osv.) samt af den dårlige høst i 1986/87, som var lavere end beregnet.

Kapitel 11 - SUKKER

(+ 382,6 mio ECU)

Konto 1100 - Eksportrestitutioner

(+ 380,8 mio ECU)

Faldet i verdensmarkedspriserne på sukker, som fortsatte i regnskabsåret 1987, førte til højere restitutionssatser end oprindelig ventet.

Konto 1110 - Refusion af oplagringsomkostninger

(+ 1,8 mio ECU)

Dette behov for supplerende bevillinger skyldes, at der er blevet betalt et større beløb i månedlig standardrefusion af oplagringsomkostninger som følge af, at der hver måned er blevet oplagret en større mængde sukker end anslået i det foreløbige budgetforslag.

Kapitel 13 - OLIEHOLDIGE OG PROTEINHOLDIGE AFGRØDER (+ 700,7 mio ECU)

Artikel 130

Konti 1301

1302

1303

Underskuddet skyldes i overvejende grad en kraftig stigning i produktionen EUR 10 af de tre omhandlede produkter i forhold til budgetoverslaget.

	Budgetoverslag		Nuværende skøn	
	Høstår		Høstår	
	1986/87	1987/88	1986/87	1987/88
Raps	3,5	3,8	3,7	5,9
Solsikke	1,9	2,0	2,4	2,8
Soja	0,5	0,7	0,9	1,7

Kapitel 22 - FÅREKØD

(+ 22,8 mio ECU)

Dette bevillingsunderskud skyldes en smule større betalinger i præmier for moderfår for produktionsåret 1986 end forventet samt nogle mindre resterende beløb i præmie for tidligere produktionsår. Bevillingsforbruget på dette område er imidlertid ikke jævnt fordelt over regnskabsåret. En udsættelse af betalingerne med 2 måneder har derfor ikke haft større virkning for det samlede bevillingsforbrug på området.

Kapitel 24 - ÆG OG FJERKRÆKØD

(+ 11,0 mio ECU)

De betydelige udgifter til æg- og fjerkrækødssektoren skyldes i overvejende grad restitutionssatserne, som er betydeligt højere end forudset i budgettet for 1987 (365 ECU pr. t i stedet for 240 ECU pr. t for fjerkrækød og 335 ECU pr. t i stedet for 225 ECU pr. t for æg).

Kapitel 25 - VARER UDEN FOR BILAG II

(+ 30,3 mio ECU)

Bevillingsbehovet skyldes en stigning i restitutionerne som følge af et fald i verdenspriserne for råvarerne.

Kapitel 28 - MONETÆRE UDLIGNINGSBELØB

Det betydelige ekstra behov for bevillinger til monetære udligningsbeløb skyldes i overvejende grad nedennævnte to forhold.

- Justeringerne af centralkurserne den 4. august 1986 og den 11. januar 1987. Der er således opstået negative monetære udligningsbeløb på grund af "switch-over"-ordningen (idet jursteringskoefficienten er faldet fra 1,083686 til 1,137282).
- Et betydeligt fald i flertallet af de flydende valutaer, herunder navnlig det britiske pund og drachmen. De negative monetære udligningsbeløb blev således væsentligt større end forudset i budgettet for 1987.

Historical Archives of the European Commission

SEC(88) 336 Τελικό

Βρυξέλλες, 2 Μαρτίου 1988

ΓΕΝΙΚΟΣ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΣ - ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟ ΕΤΟΣ 1988
ΤΜΗΜΑ ΙΙΙ - ΕΠΙΤΡΟΠΗ - ΜΕΡΟΣ Β

ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΠΙΣΤΩΣΕΩΝ αριθ. 49/87

(Υποχρεωτικές δαπάνες)

ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΓΕΩΡΓΙΚΟ ΤΑΜΕΙΟ ΠΡΟΣΑΝΑΤΟΛΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΓΓΥΗΣΕΩΝ
ΤΜΗΜΑ "ΕΓΓΥΗΣΕΩΝ"

ΑΠΟ ΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 12 - ΕΛΑΙΟΛΑΔΟ

Άρθρο 120 - Επιστροφές για το ελαιόλαδο 25.760.000

ΑΠΟ ΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 14 - ΥΦΑΝΤΙΚΑ ΦΥΤΑ ΚΑΙ ΜΕΤΑΞΟΣΚΛΩΛΗΚΕΣ

Άρθρο 140 - Υφαντικό λίνο και κάνναβη

θέση 1400 - Ενίσχυση για την παραγωγή υφαντικού λίνου 2.980.000

θέση 1401 - Ειδικές ενέργειες 1.490.000

θέση 1402 - Ενίσχυση για την παραγωγή κάνναβης 1.350.000

θέση 1409 - Λοιπές παρεμβάσεις 2.000.000

Άρθρο 141 - Βαμβάκι 145.260.000

ΑΠΟ ΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 16 - ΠΡΟΪΟΝΤΑ ΤΟΥ ΑΜΠΕΛΟ-ΟΙΝΙΚΟΥ ΤΟΜΕΑ

Άρθρο 160 - Επιστροφές για τα προϊόντα του αμπελο-οινικού τομέα 25.590.000

Άρθρο 161 - Παρεμβάσεις για τα προϊόντα του αμπελο-οινικού τομέα

θέση 1610 - Παρεμβάσεις υπό μορφή αποθεματοποίησης οίνων και γλευκών 54.830.000

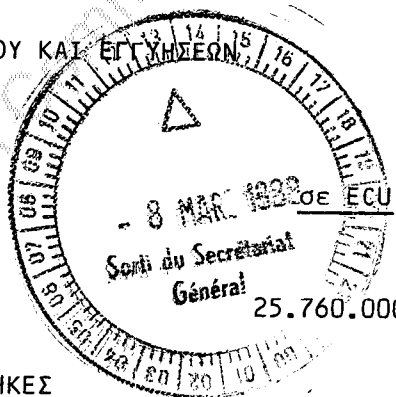
θέση 1611 - Απόσταξη του οίνου 54.980.000

θέση 1612 - Υποχρεωτική απόσταξη των υποπροϊόντων της οινοποίησης 10.600.000

θέση 1613 - Ενισχύσεις για τη χρησιμοποίηση των γλευκών 90.200.000

θέση 1614 - Εξαγορά του οινοπνεύματος των υποχρεωτικών αποστάξεων 239.000.000

θέση 1619 - Λοιπές παρεμβάσεις 2.480.000



<u>ΑΠΟ ΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 17</u>	- ΚΑΠΝΟΣ	
Άρθρο 171	- <u>Πριμοδοτήσεις για τον καπνό</u>	24.390.000
<u>ΑΠΟ ΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 20</u>	- ΓΑΛΑ ΚΑΙ ΓΑΛΑΚΤΟΚΟΜΙΚΑ ΠΡΟΪΟΝΤΑ	
Άρθρο 200	- <u>Επιστροφές για το γάλα και τα γαλακτοκομικά προϊόντα</u>	
θέση 2002	- Επιστροφές για τους τυρούς	137.120.000
Άρθρο 202	- <u>Παρεμβάσεις υπό μορφή ενισχύσεων για τη χρησιμοποίηση αποκορυφωμένου γάλακτος</u>	
θέση 2020	- Ενίσχυση για το αποκορυφωμένο γάλα σε σκόνη που προορίζεται για τη διατροφή μωσών	145.380.000
θέση 2023	- Ενίσχυση για το αποκορυφωμένο ρευστό γάλα που προορίζεται για τη διατροφή άλλων ζώων εκτός από τους μωσούς	130.630.000
Άρθρο 203	- <u>Παρεμβάσεις υπό μορφή αποθεματοποίησης του βουτύρου και της κρέμας</u>	
θέση 2033	- Λοιπά έξοδα συνδεδεμένα με την αποθεματοποίηση	327.000.000
θέση 2034	- Μείωση της αξίας των αποθεμάτων βουτύρου	13.820.000
Άρθρο 204	- <u>Λοιπά μέτρα σχετικά με τις λιπαρές ουσίες του βουτύρου</u>	
θέση 2040	- Ενισχύσεις για την κατανάλωση βουτύρου και για τους τυγχάνοντες κοινωνικής προνοίας	23.000.000
θέση 2049	- Λοιπά μέτρα	110.330.000
<u>ΑΠΟ ΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 21</u>	- ΒΟΕΙΟ ΚΡΕΑΣ	
Άρθρο 210	- <u>Επιστροφές για το βόειο κρέας</u>	221.300.000
<u>ΑΠΟ ΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 23</u>	- ΧΟΙΡΕΙΟ ΚΡΕΑΣ	
Άρθρο 230	- <u>Επιστροφές για το χοίρειο κρέας</u>	61.500.000
Άρθρο 231	- <u>Παρεμβάσεις για το χοίρειο κρέας</u>	13.860.000
<u>ΑΠΟ ΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 27</u>	- ΕΞΙΣΩΤΙΚΑ ΠΟΣΑ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ ΠΟΥ ΧΟΡΗΓΟΥΝΤΑΙ ΓΙΑ ΤΟ ΕΝΔΟΚΟΙΝΟΤΙΚΟ ΕΜΠΟΡΙΟ	
Άρθρο 270	- <u>Εξισωτικά ποσά προσχωρήσεως που χορηγούνται για το ενδοκοινοτικό εμπόριο</u>	19.960.000

ΑΠΟ ΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 29 - ΑΛΛΕΣ ΔΑΠΑΝΕΣ

Άρθρο 290	- <u>Εκκαθάριση των προηγούμενων οικονο- μικών ετών και εναπομένουσες πιστώσεις</u>	56.810.000
Άρθρο 292	- <u>Επιστροφές για τις κοινοτικές ενέργειες επισιτιστικών δωρεών</u>	
θέση 2920	- Επιστροφές για ενέργειες επισιτιστικής βοήθειας σε σιτηρά	14.830.000
θέση 2921	- Επιστροφές για ενέργειες επισιτιστικής βοήθειας σε ρύζι	28.030.000
θέση 2924	- Επιστροφές για ενέργειες επισιτιστικής βοήθειας σε αποκορυφωμένο γάλα σε σκόνη	53.200.000
θέση 2925	- Επιστροφές για ενέργειες επισιτιστικής βοήθειας σε βουτυρέλαιο	29.540.000
		2.067.220.000

ΣΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 10 - ΣΙΤΗΡΑ ΚΑΙ ΡΥΖΙ

Άρθρο 100	- <u>Επιστροφές για τα σιτηρά</u>	
θέση 1000	- Επιστροφές για το μαλακό σίτο	302.980.000
θέση 1003	- Επιστροφές για τα λοιπά σιτηρά	130.590.000
Άρθρο 103	- <u>Εισφορά συνυπευθυνότητας και ενισχύσεις στους μικρούς παραγωγούς</u>	
θέση 1030	- Εισφορά συνυπευθυνότητας	173.170.000

ΣΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 11 - ΖΑΧΑΡΗ

Άρθρο 110	- <u>Επιστροφές για τη ζάχαρη και την ισογλυ- κόζη</u>	380.800.000
Άρθρο 111	- <u>Παρεμβάσεις για τη ζάχαρη</u>	
θέση 1110	- Επιστροφή των εξόδων αποθεματοποίησης	1.820.000

ΣΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 13 - ΕΛΑΙΟΥΧΑ ΚΑΙ ΠΡΩΤΕΪΝΟΥΧΑ ΠΡΟΪΟΝΤΑ

Άρθρο 130	- <u>Ελαιούχα</u>	
θέση 1301	- <u>Ενισχύσεις για την παραγωγή κράμβης και γογγύλης</u>	250.620.000
θέση 1302	- Ενισχύσεις για την παραγωγή ηλιάνθου	248.730.000
θέση 1303	- Ενισχύσεις για την παραγωγή σόγιας	201.320.000

<u>ΣΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 15</u>		- ΟΠΩΡΟΚΗΠΕΥΤΙΚΑ	
Άρθρο 150	-	<u>Νωπά οπωροκηπευτικά</u>	
Θέση 1501	-	Χρηματικές αντισταθμίσεις για ενέργειες απόσυρσης και δαπάνες αγοράς και για ενέργειες δωρεάν διανομής	150.000
<u>ΣΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 22</u>		- ΠΡΟΒΕΙΟ ΚΑΙ ΑΙΓΕΙΟ ΚΡΕΑΣ	
Άρθρο 221	-	<u>Παρεμβάσεις για το πρόβειο και αίγαιο κρέας</u>	
Θέση 2210	-	Πριμοδοτήσεις	22.780.000
Θέση 2211	-	Αποθεματοποίηση	70.000
<u>ΣΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 24</u>		- ΑΥΓΑ ΚΑΙ ΠΟΥΛΕΡΙΚΑ	
Άρθρο 241	-	<u>Επιστροφές για τα πουλερικά</u>	11.020.000
<u>ΣΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 25</u>		- ΕΠΙΣΤΡΟΦΕΣ ΓΙΑ ΟΡΙΣΜΕΝΑ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΑ ΠΟΥ ΠΡΟΚΥΠΤΟΥΝ ΑΠΟ ΤΗ ΜΕΤΑΠΟΙΗΣΗ ΓΕΩΡΓΙΚΩΝ ΠΡΟΪΟΝΤΩΝ	
Άρθρο 250	-	<u>Επιστροφές για τα σιτηρά που εξαγονται υπό μορφή ορισμένων οινοπνευματωδών ποτών</u>	15.480.000
Άρθρο 251	-	<u>Επιστροφές για ορισμένα εμπορεύματα που προκύπτουν από τη μεταποίηση γεωργικών προϊόντων</u>	14.780.000
<u>ΣΤΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ 28</u>		- ΝΟΜΙΣΜΑΤΙΚΑ ΕΞΙΣΩΤΙΚΑ ΠΟΣΑ ΠΟΥ ΕΙΣΠΡΑΤΤΟΝΤΑΙ Ή ΧΟΡΗΓΟΥΝΤΑΙ ΓΙΑ ΤΟ ΕΜΠΟΡΙΟ ΓΕΩΡΓΙΚΩΝ ΠΡΟΪΟΝΤΩΝ	
Άρθρο 2801	-	<u>Ε.Ν.Π. στα πλαίσια των ενδοκοινοτικών συναλλαγών</u>	
Θέση 2801	-	Ε.Ν.Π. εισαγωγής που χορηγούνται από τα κράτη μέλη εξαγωγής στα κράτη μέλη εισαγωγής (με υποτιμημένο νόμισμα)	202.860.000
Άρθρο 281	-	<u>Ε.Ν.Π. για το εμπόριο με τρίτες χώρες</u>	
Θέση 2810	-	Τμήμα των Ε.Ν.Π. που χορηγούνται για εισαγωγές στα κράτη μέλη (με υποτιμημένο νόμισμα), το οποίο υπερβαίνει την επιβάρυνση κατά την εισαγωγή	110.050.000
			<u>2.067.220.000</u>

Σύμφωνα με το άρθρο 21, παράγραφος 4, ο Δημοσιονομικός ελεγκτής θεώρησε αυτή την πρόταση μεταφοράς πιστώσεων στις 29.2. 1988 για να πιστοποιηθεί η διαθεσιμότητα των πιστώσεων.

ΑΙΤΙΟΛΟΓΗΣΗ

I) Εισαγωγή

Όσον αφορά τις δαπάνες του FEOGA - Εγγυήσεων, το οικονομικό έτος 1987 χαρακτηρίστηκε από μία πρωτοφανή ανεπάρκεια πιστώσεων. Η ίδια η Επιτροπή είχε περιορίσει τις αιτήσεις της για πιστώσεις στα πλαίσια του προσχέδιου προϋπολογισμού, στο ανώτατο ποσό όπου προέκυπτε από τους υπολογισμούς της "δημοσιονομικής πειθαρχίας", διατυπώνοντας ταυτόχρονα τις πλέον σαφείς επιφυλάξεις όσον αφορά τις δυνατότητες τήρησης του ανώτατου αυτού ορίου στην περίπτωση υποτίμησης του δολαρίου σε σχέση με το ECU.

Από τις αρχές του οικονομικού έτους 1987, φάνηκε ότι η ανεπάρκεια αυτή των πιστώσεων υπερέβαινε ουσιαστικά το ποσό που αντιστοιχούσε σε δαπάνες ενός μήνα. Το ποσό της ανεπάρκειας αυτής ανήλθε τελικά σε 4512 εκατ. ECU, ήταν δηλαδή ελαφρώς μικρότερο του ποσού που αντιστοιχούσε σε δαπάνες δύο μηνών.

Έχοντας υπόψη το εύρος του ελλείμματος, και δεδομένου ότι ήταν αδύνατον να προβλεφθεί με ικανοποιητική ακρίβεια η τάξη μεγέθους των ελλειμμάτων και των πλεονασμάτων που θα εμφανιζόταν στα διάφορα κεφάλαια μετά από 10 μήνες εκτέλεσης, δεν κρίθηκε σκόπιμο να γίνουν μεταφορές πιστώσεων από κεφάλαιο σε κεφάλαιο κατά τη διάρκεια του οικονομικού έτους.

Συνεπώς, όλες οι απαραίτητες προσαρμογές πιστώσεων μεταξύ κεφαλαίων, περιλαμβάνονται στην παρούσα πρόταση μεταφοράς.

Όσον αφορά τις μη χρησιμοποιηθείσες πιστώσεις στα κεφάλαια που παρουσιάζεται πλεόνασμα, ένα σημαντικό τμήμα της απόκλισης μεταξύ προβλέψεων και πραγματοποιήσεων εξηγείται με την απόφαση του Συμβουλίου για μεταφορά, στα οικονομικά έτη 1989 έως 1992, της ανάληψης του κόστους που είχε το πρόγραμμα διάθεσης βουτύρου το οποίο εκτελέστηκε κατά το 1987 και 1988.

Στη συνέχεια παρατίθενται οι λεπτομερείς αιτιολογήσεις των προτεινόμενων προσαρμογών πιστώσεων.

II) ΠΡΟΤΕΙΝΟΜΕΝΕΣ ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ

A. Κεφάλαια από τα οποία μεταφέρονται οι πιστώσεις

Διαπιστώθηκε ότι υπήρχαν εναπομένουσες πιστώσεις στα κεφάλαια του ελαιολάδου, των υφαντικών φυτών, του αμπελο-οινικού τομέα, του καπνού, των γαλακτοκομικών προϊόντων, του βόειου κρέατος, του χοίρειου κρέατος, των εξισωτικών ποσών προσχώρησης και των άλλων δαπανών.

Κεφάλαιο 12 - ΕΛΑΙΟΛΑΔΟ

(-25,8 εκατ. ECU)

Η εξέλιξη της δαπάνης της θέσης αυτής οφείλεται στο γεγονός ότι οι εξαγωγές ελαιολάδου χύμα αντικαταστάθηκαν, από εξαγωγές σε μικρές συσκευασίες και ότι στην περίπτωση αυτή το ποσοστό που εφαρμόζεται για την υπολογισμό των επιστροφών είναι χαμηλότερο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 14 - ΥΦΑΝΤΙΚΑ ΦΥΤΑ

(- 153,1 εκατ. ECU)

Άρθρο 141

Θέση 1410

Το πλεόνασμα οφείλεται σχεδόν εξολοκλήρου στο γεγονός ότι το μεγαλύτερο τμήμα των δαπανών πραγματοποιήθηκε κατά τους μήνες Νοέμβριο και Δεκέμβριο, οι δαπάνες των οποίων χρηματοδοτούνται από τις πιστώσεις του οικονομικού έτους 1988, και στη μείωση του ποσού της ενίσχυσης λόγω της αύξησης των διεθνών τιμών για το βαμβάκι.

Κεφάλαιο 16 - ΑΜΠΕΛΟ-ΟΙΝΙΚΟΣ ΤΟΜΕΑΣ

(- 477,7 εκατ. ECU)

Η μείωση αυτή οφείλεται κατά το ήμισυ (- 239 εκατ. ECU) στη μη διάθεση αλκοόλης που βρισκόταν σε δημόσιο απόθεμα, όπως είχε αρχικά προβλεφθεί για το 1987.

Πρέπει επίσης να προστεθεί :

- η απώλεια ορισμένων εξαγωγικών αγορών (ιδιαίτερα της ΕΣΣΔ) και, κατά συνέπεια, οι λιγότερες δαπάνες για επιστροφές (- 25,6 εκατ. ECU)·
- οι λιγότερες ποσότητες οίνου που οδηγήθηκαν στην αποθεματοποίηση, αφενός λόγω υπερεκτίμησης των ισπανικών ποσοτήτων και αφετέρου μετά τη θέσπιση περισσότερων περιοριστικών προϋποθέσεων για την απόσταση που πραγματοποιείται συμπληρωματικά της μακροχρόνιας αποθεματοποίησης επιτραπέζιων οίνων (απόσταση με εγγύση καλού τέλους) (- 54,8 εκατ. ECU)·
- οι λιγότερες, σε σχέση με τις αρχικά προβλεφθείσες, ποσότητες αποσταγμένων οίνων (37 εκατ. εκατόλιτρα αντί των 38,6) (- 55 εκατ. ECU)·
- η μικρότερη ποσότητα αποσταγμένων υποπροϊόντων του αμπελο-οινικού τομέα (στέμφυλα και οινολάσπες) (- 10,6 εκατ. ECU)·
- η μείωση ποσοτήτων στις οποίες χορηγείται η ενίσχυση στα συμπυκνωμένα γλεύκη για τον εμπλουτισμό των οίνων, κυρίως λόγω του υψηλότερου αλκοολικού τίτλου (κλιματολογικά αίτια) (- 90,2 εκατ. ECU)·
- η χαμηλότερη χρησιμοποίηση των πιστώσεων που προβλεπόταν για τις περιόδους προώθησης των χυμών σταφυλών (-2,5 εκατ. ECU).

Κεφάλαιο 17 - ΚΑΠΝΟΣ

Άρθρο 171 - Πριμοδοτήσεις

(-24,4 εκατ. ECU)

Η συγκομιδή αποδείχθηκε χαμηλότερη των προβλέψεων (383.000 τόνοι αντί των 399.000 τόνων).

Κεφάλαιο 20 - ΓΑΛΑΚΤΟΚΟΜΙΚΑ ΠΡΟΪΟΝΤΑ

(- 887,3 εκατ. ECU)

Η χαμηλότερη χρησιμοποίηση των πιστώσεων όσον αφορά τα γαλακτοκομικά προϊόντα, εξηγείται από τρία στοιχεία :

- την καθιέρωση της ειδικής χρηματοδότησης (κανονισμός 801/87) για τη διάθεση των δημόσιων αποθεμάτων βουτύρου. Συνεπώς ένα σημαντικό τμήμα των προβλεπόμενων για το 1987 δαπανών μεταφέρθηκε προκειμένου να επιστραφεί στα κράτη μέλη από το 1989 και μετά (θέση 2033).
- Τις συγκυριακές εξελίξεις που εκδηλώνονται, ιδιαίτερα για το αποκορυφωμένο γάλα όπου οι ποσότητες στις οποίες χορηγούνται ενισχύσεις ήταν μικρότερες από τις προβλεπόμενες λόγω της μείωσης των γαλακτοκομικών ποσοτώσεων και, για το αποκορυφωμένο ρευστό γάλα που προορίζεται για τη διατροφή των χοίρων, λόγω μείωσης του ποσού της ενίσχυσης (θέση 2020 και 2023).
Εξάλλου, η προβλεπόμενη μείωση της αξίας του βουτύρου που βρίσκεται σε δημόσια αποθέματα, δεν πραγματοποιήθηκε λόγω της δημοσιονομικής κατάστασης (θέση 2034).
- η παράταση κατά δύο μήνες των πληρωμών του FEOGA είχε σαν αποτέλεσμα να μειωθεί το ποσό των δαπανών που έπρεπε να αναληφθεί απ' τον προϋπολογισμό του 1987 (θέσεις 2002 και 2049).

Κεφάλαιο 21 - ΒΟΕΙΟ ΚΡΕΑΣ

(- 221,3 εκατ. ECU)

Το πλεόνασμα που εμφανίζεται στις πιστώσεις της θέσης 2100, "επιστροφές κατά την εξαγωγή", οφείλεται στο γεγονός ότι οι καταβληθείσες επιστροφές αφορούσαν μικρότερη σε σχέση με την αρχικά προβλεπόμενη ποσότητα κρέατος, καθώς και στο χαμηλότερο ποσοστό επιστροφής.

Κεφάλαιο 21 - ΧΟΙΡΕΙΟ ΚΡΕΑΣ

(- 75,4 εκατ. ECU)

Η εμφάνιση πλεονάματος στις πιστώσεις του τομέα του χοίρειου κρέατος οφείλεται στο ότι τα ποσοστά επιστροφών ήταν χαμηλότερα από αυτά που προβλεπόταν στον προϋπολογισμό.

Κεφάλαιο 27 - ΕΠΠ

(-19,9 εκατ. ECU)

Η μείωση αυτή οφείλεται ουσιαστικά στο χαμηλότερο, σε σχέση με τις αρχικές προβλέψεις, όγκο συναλλαγών.

Κεφάλαιο 29 - ΑΛΛΕΣ ΔΑΠΑΝΕΣ

(- 182,4 εκατ. ECU)

* Άρθρο 290 - Εκκαθάριση των προηγούμενων οικονομικών ετών

Η ύπαρξη πλεονάματος οφείλεται στο ότι το ποσό που προήλθε από την εκκαθάριση των προηγούμενων οικονομικών ετών ήταν σημαντικότερο από αυτό που είχε αρχικά προβλεφθεί.

Άρθρο 291 - επιστροφές επισιτιστικής βοήθειας

Οι προσαρμογές που επήλθαν στις ρυθμίσεις σχετικά με τη χρηματοδότηση των δαπανών επισιτιστικής βοήθειας (προκαταβολές), είχαν σαν αποτέλεσμα να καταβληθεί κατά το 1987 ποσό επισιτιστικής βοήθειας χαμηλότερο από αυτό που προβλεπόταν στον προϋπολογισμό.

B. Κεφάλαια προς τα οποία μεταφέρονται οι πιστώσεις

Τα ελλειμματικά κεφάλαια που πρέπει να ενισχυθούν είναι αυτά των σιτηρών, της ζάχαρης, των ελαιούχων, του πρόβειου κρέατος, των αυγών και πουλερικών, των προϊόντων εκτός παραρτήματος II και των νομισματικών εξισωτικών ποσών.

Κεφάλαιο 10 - ΣΙΤΗΡΑ

(+ 606,7 εκατ. ECU)

Θέση 1000 - Επιστροφές για το μαλακό σίτο

(+ 303,0 εκατ. ECU)

Θέση 1003 - Επιστροφές για τα λοιπά σιτηρά

(+ 130,6 εκατ. ECU)

Η ανάγκη μεταφοράς συμπληρωματικών πιστώσεων στις θέσεις αυτές οφείλεται τόσο στη μείωση των τιμών των σιτηρών στις διεθνείς αγορές κατά τη διάρκεια του οικονομικού έτους όσο και στη μείωση της ισοτιμίας του δολαρίου η οποία επιδείνωσε την κατάσταση· έτσι τα ποσοστά επιστροφής ανήλθαν σε επίπεδα ανώτερα των αρχικών προβλεπομένων.

Θέση 1030 - Εισφορά συνυπευθυνότητας

(+ 173,2 εκατ. ECU)

Η ανάγκη μεταφοράς συμπληρωματικών πιστώσεων προκύπτει από το ότι τα έσοδα της εισφοράς συνυπευθυνότητας ανήλθαν σε επίπεδο χαμηλότερο του αρχικά προβλεπόμενου. Η απόκλιση αυτή οφείλεται ουσιαστικά στο ότι η ποσότητα σιτηρών που απαλλάσσονται ανήλθε σε επίπεδο ανώτερο της αρχικής πρόβλεψης (αποθέματα προηγούμενων περιόδων, αυτοκατανάλωση σιτηρών κλπ) καθώς και στην κακή εσοδεία 1986/87, η οποία ήταν κατώτερη των προβλέψεων.

Κεφάλαιο 11 - ΖΑΧΑΡΗ

(+ 382,6 εκατ. ECU)

Θέση 1100 - Επιστροφές κατά την εξαγωγή

(+ 380,8 εκατ. ECU)

Η μείωση της διεθνούς τιμής της ζάχαρης, η οποία συνεχίστηκε και κατά τη διάρκεια του οικονομικού έτους 1987, οδήγησε σε ποσοστά επιστροφών κατά την εξαγωγή ανώτερα από αυτά που είχαν αρχικά προβλεφθεί.

Θέση 1110 - Επιστροφή των εξόδων αποθεματοποίησης

(+ 1,8 εκατ. ECU)

Η ανάγκη συμπληρωματικών πιστώσεων προκύπτει από το γεγονός ότι στα πλαίσια της κατ'αποκοπή μηνιαίας επιστροφής των εξόδων αποθεματοποίησης καταβλήθηκε ποσό ανώτερο του αρχικά προβλεπόμενου. Αυτό οφείλεται στο ότι η μηνιαία αποθεματοποίηση ζάχαρης ήταν ανώτερη της εκτίμησης που περιλαμβανόταν στο προσχέδιο.

Κεφάλαιο 13 - ΕΛΑΙΟΥΧΑ ΚΑΙ ΠΡΩΤΕΪΝΟΥΧΑ ΠΡΟΪΟΝΤΑ

(+ 700,7 εκατ. ECU)

Άρθρο 130

θέσεις 1301

1302

1303

Το έλλειμμα οφείλεται ουσιαστικά στη μεγάλη αύξηση, σε σχέση με τις δημοσιονομικές προβλέψεις, της παραγωγής των τριών αυτών προϊόντων στην Κοινότητα των 10.

σε εκατ. ΤΟΝΝΟΙ

	Δημοσιονομικές προβλέψεις		Σημερινές εκτιμήσεις	
	Περίοδοι		Περίοδοι	
	1986/87	1987/88	1986/87	1987/88
Κράμβη	3,5	3,8	3,7	5,9
Ηλίανθος	1,9	2,0	2,4	2,8
Σόγια	0,5	0,7	0,9	1,7

Κεφάλαιο 22 - ΠΡΟΒΕΙΟ ΚΡΕΑΣ

(+ 22,8 εκατ. ECU)

Το έλλειμμα στις πιστώσεις αυτές οφείλεται στο ότι οι πληρωμές της πριμοδότησης για τις προβατίνες στα πλαίσια της περιόδου 1986, ήταν ελαφρώς υψηλότερες από τις αρχικά προβλεφθείσες, καθώς και στα χαμηλότερα υπόλοιπα της ίδιας πριμοδότησης που προέκυψαν από τις προηγούμενες περιόδους.

Πρέπει να σημειωθεί ότι η ανάλωση πιστώσεων κατά τη διάρκεια του οικονομικού έτους δεν είναι γραμμική στον τομέα αυτό. Για το λόγο αυτό, η παράταση των πληρωμών κατά δύο μήνες δεν επηρέασε σημαντικά την κατανάλωση των πιστώσεων του εν λόγω τομέα.

Κεφάλαιο 24 - ΑΥΓΑ ΚΑΙ ΠΟΥΛΕΡΙΚΑ

(+ 11,0 εκατ. ECU)

Οι σημαντικές δαπάνες του τομέα αυγών και πουλερικών οφείλονται ουσιαστικά στο ότι τα ποσοστά επιστροφών κυμάνθηκαν σε επίπεδα πολύ υψηλότερα από αυτά που προβλεπόταν στον προϋπολογισμό 1987 (365 ECU/ανά τόνο αντί των 240 ECU ανά τόνο που είχαν προβλεφθεί για τα πουλερικά και 335 ECU ανά τόνο αντί των 225 ECU ανά τόνο που είχαν προβλεφθεί για τα αυγά).

Κεφάλαιο 25 - ΠΡΟΪΟΝΤΑ ΕΚΤΟΣ ΠΑΡΑΡΤΗΜΑΤΟΣ II

(+ 30,3 εκατ. ECU)

Η ανάγκη για μεταφορά πιστώσεων δημιουργήθηκε λόγω της αύξησης των επιστροφών η οποία προκλήθηκε από τη μείωση των διεθνών τιμών των βασικών προϊόντων.

Κεφάλαιο 28 - ΕΝΠ

(+ 312,9 εκατ. ECU)

Δύο παράγοντες εξηγούν ουσιαστικά τη μεγάλη ανάγκη για μεταφορά συμπληρωματικών πιστώσεων στο κεφάλαιο των ΕΝΠ :

- Οι αναπροσαρμογές των κεντρικών τιμών της 4.8.1986 και της 11.1.1987. Συνεπώς δημιουργήθηκαν αρνητικά ΕΝΠ, που οφείλονται στο σύστημα "SWITCH-OVER" (ο διορθωτικός συντελεστής από 1,083686 ανήλθε σε 1,137282).
- Τη σημαντική πτώση των περισσότερων κυμαινόμενων νομισμάτων και, κυρίως, της βρετανικής λίρας και της δραχμής. Συνεπώς τα αρνητικά ΕΝΠ ήταν μεγαλύτερα απ'ότι προβλεπόταν στον προϋπολογισμό του 1987.

Historical Archives of the European Commission

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

SEC(88) 336 Final

Bruselas, 2 de marzo de 1988

PRESUPUESTO GENERAL - EJERCICIO 1988
SECCIÓN III - COMISIÓN - PARTE B

TRANSFERENCIA DE CRÉDITOS Nº 49/87

(Gastos obligatorios)

FONDO EUROPEO DE ORIENTACIÓN Y GARANTÍA AGRÍCOLA
SECCIÓN DE GARANTÍA

DEL CAPÍTULO 12 - ACEITE DE OLIVA

Artículo 120 - Restituciones por el aceite de oliva 25 760 000 ECU

DEL CAPÍTULO 14 - PLANTAS TEXTILES Y GUSANOS DE SEDA

Artículo 140 - Lino textil y cáñamo

Partida 1400 - Ayudas a la producción de lino textil 2 980 000

Partida 1401 - Acciones específicas 1 490 000

Partida 1402 - Ayudas a la producción de cáñamo 1 350 000

Partida 1409 - Otras intervenciones 2 000 000

Artículo 141 - Algodón 145 260 000

DEL CAPÍTULO 16 - PRODUCTOS DEL SECTOR VITIVINÍCOLA

Artículo 160 - Restituciones por los productos del sector vitivinícola 25 590 000

Artículo 161 - Intervenciones relativas a los productos del sector vitivinícola

Partida 1610 - Intervenciones en forma de almacenamiento de vinos y mostos de uva 54 830 000

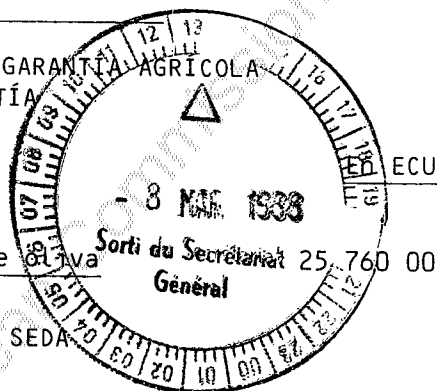
Partida 1611 - Destilación del vino 54 980 000

Partida 1612 - Restitución obligatoria de los subproductos de la vinificación 10 600 000

Partida 1613 - Ayudas a la utilización de mostos 90 200 000

Partida 1614 - Recepción del alcohol de las destilaciones obligatorias 239 000 000

Partida 1619 - Otras intervenciones 2 480 000



DEL CAPÍTULO 17 - TABACO

Artículo 171 - Primas por el tabaco 24 390 000

DEL CAPÍTULO 20 - LECHE Y PRODUCTOS LÁCTEOS

Artículo 200 - Restituciones por la leche y los
productos lácteos

Partida 2002 - Restituciones por los quesos 137 120 000

Artículo 202 - Intervenciones en forma de ayuda a la
utilización de leche desnatada

Partida 2020 - Ayudas a la leche desnatada en polvo
destinada a la alimentación de los terneros 145 380 000

Partida 2023 - Ayudas a la leche desnatada líquida
destinada a la alimentación de animales
distintos de los terneros 130 630 000

Artículo 203 - Intervenciones en forma de almacenamiento
de mantequilla y nata

Partida 2033 - Otros gastos relativos al almacenamiento 327 000 000

Partida 2034 - Depreciación de las existencias de
mantequilla 13 820 000

Artículo 204 - Otras medidas relativas a las materias
grasas butíricas

Partida 2040 - Ayudas al consumo de mantequilla y a los
beneficiarios de una asistencia social 23 000 000

Partida 2049 - Otras medidas 110 330 000

DEL CAPÍTULO 21 - CARNE DE VACUNO

Artículo 210 - Restituciones por la carne de vacuno 221 300 000

DEL CAPÍTULO 23 - CARNE DE PORCINO

Artículo 230 - Restituciones por la carne de porcino 61 500 000

Artículo 231 - Intervenciones por la carne de porcino 13 860 000

DEL CAPÍTULO 27 - MONTANTES COMPENSATORIOS "ADHESIÓN"
CONCEDIDOS EN LOS INTERCAMBIOS
INTRACOMUNITARIOS

Artículo 270 - Montantes compensatorios "adhesión"
concedidos en los intercambios
intracomunitarios 19 960 000

DEL CAPÍTULO 29 - OTROS GASTOS

Artículo 290 - <u>Liquidación de ejercicios anteriores y créditos residuales</u>	56 810 000
Artículo 292 - <u>Restituciones por las acciones comunitarias de donaciones alimentarias</u>	
Partida 2920 - Restituciones por las acciones de ayuda alimentaria en cereales	14 830 000
Partida 2921 - Restituciones por las acciones de ayuda alimentaria en arroz	28 030 000
Partida 2924 - Restituciones por las acciones de ayuda alimentaria en leche desnatada en polvo	53 200 000
Partida 2925 - Restituciones por las acciones de ayuda alimentaria en "butter oil"	29 540 000
	2 067 220 000

AL CAPÍTULO 10 - CEREALES Y ARROZ

Artículo 100 - <u>Restituciones por los cereales</u>	
Partida 1000 - Restituciones por el trigo blando	302 980 000
Partida 1003 - Restituciones por los demás cereales	130 590 000
Artículo 103 - <u>Tasa de corresponsabilidad y ayudas a los pequeños productores</u>	
Partida 1030 - Tasa de responsabilidad	173 170 000

AL CAPÍTULO 11 - AZÚCAR

Artículo 110 - <u>Restituciones por el azúcar y la isoglucosa</u>	380 000 000
Artículo 111 - <u>Intervenciones relativas al azúcar</u>	
Partida 1110 - Reembolso de los gastos de almacenamiento	1 820 000

AL CAPÍTULO 13 - OLEAGINOSAS Y PROTEINOAGINOSAS

Artículo 130 - <u>Oleaginosas</u>	
Partida 1301 - Ayuda a la producción de colza y de nabina	250 620 000
Partida 1302 - Ayuda a la producción de girasol	248 730 000
Partida 1303 - Ayuda a la producción de soja	201 320 000

AL CAPÍTULO 15 - FRUTAS Y HORTALIZAS

Artículo 150 - Frutas y hortalizas frescas

Partida 1501 - Compensaciones financieras por operaciones de retirada y gastos de compra y por operaciones de distribución gratuita 150 000

AL CAPÍTULO 22 - CARNES DE OVINO Y CAPRINO

Artículo 221 - Intervenciones relativas a las carnes de ovino y caprino

Partida 2210 - Primas 22 780 000

Partida 2211 - Almacenamiento 70 000

AL CAPÍTULO 24 - HUEVOS Y AVES DE CORRAL

Artículo 241 - Restituciones por las aves de corral 11 020 000

AL CAPÍTULO 25 - RESTITUCIONES POR DETERMINADAS MERCANCÍAS RESULTANTES DE LA TRANSFORMACIÓN DE PRODUCTOS AGRÍCOLAS

Artículo 250 - Restituciones por los cereales exportados en forma de determinadas bebidas alcohólicas 15 480 000

Artículo 251 - Restituciones por determinadas mercancías resultantes de la transformación de productos agrícolas 14 780 000

AL CAPÍTULO 28 - MONTANTES COMPENSATORIOS MONETARIOS PERCIBIDOS O CONCEDIDOS EN LOS INTERCAMBIOS DE PRODUCTOS AGRÍCOLAS

Artículo 280 - M.C.M. en los intercambios intracomunitarios

Partida 2801 - M.C.M. a la importación pagados por los Estados miembros exportadores por cuenta de los Estados miembros importadores (en moneda depreciada) 202 860 000

Artículo 281 - M.C.M. en los intercambios extracomunitarios

Partida 2810 - Fracción de los M.C.M. concedidos a la importación (en los Estados miembros de moneda depreciada) que superan el gravamen a la importación 110 050 000

2 067 220 000
=====

Con arreglo al apartado 4 del artículo 21 del Reglamento Financiero, el Interventor visó esta propuesta de transferencia de créditos el 29.2. de 1988 para certificar la disponibilidad de los créditos.

JUSTIFICACIÓN

I) Introducción

Por lo que respecta a los gastos del FEOGA, Sección de Garantía, el ejercicio 1987 se ha caracterizado por una insuficiencia de créditos sin precedente. La propia Comisión limitó sus peticiones de créditos, en el Anteproyecto del presupuesto, a un importe máximo resultante de los cálculos de la "disciplina presupuestaria", si bien expresó claramente sus reservas en cuanto a las posibilidades de respetar ese texto si se producía una devaluación del dólar en relación con el ECU.

Desde principios del ejercicio 1987, quedó claro que esta insuficiencia de créditos rebasaría sustancialmente el equivalente a un mes de gastos. Al final, se situó en 4 512 millones de ECU, es decir, poco menos que dos meses de gastos.

Ante la amplitud de este déficit y la imposibilidad de prever con suficiente precisión la magnitud de los déficits y excedentes que aparecerían en los distintos capítulos al cabo de 10 meses de ejecución, no se juzgó oportuno proceder a transferencias de capítulo a capítulo durante el ejercicio.

Todos los ajustes de créditos que es necesario efectuar entre capítulos se incorporan por tanto a la presente propuesta de transferencia.

En cuanto a los créditos no utilizados de los capítulos excedentarios, la divergencia sobre previsiones y realizaciones se explica, en gran parte, por la decisión del Consejo de prorrogar a los ejercicios que van de 1989 a 1992 la imputación del coste del programa de liquidación de mantequilla realizado en 1987 y 1988.

Las justificaciones detalladas de los ajustes de créditos propuestos vienen a continuación.

II. TRANSFERENCIAS PROPUESTAS

A. Capítulos a partir de los cuales se transfieren los créditos

Los créditos excedentarios provienen de los capítulos relativos al aceite de oliva, a las plantas textiles, al sector vitivinícola, al tabaco, a los productos lácteos, a la carne de vacuno, a la carne de porcino, a los montantes compensatorios "adhesión" y a otros gastos.

Capítulo 12 - ACEITE DE OLIVA

(- 25,8 millones de ECU)

La evolución del gasto en esta partida se debe a que las exportaciones de aceite de oliva a granel se han sustituido, en gran parte, por importaciones en pequeños envases y que éstas se benefician de un tipo de restitución más bajo.

Capítulo 14 - PLANTAS TEXTILES

(- 153,1 millones de ECU)

Artículo 141

Partida 1410

Casi todo el excedente se debe a la fuerte concentración de gastos en los meses de noviembre y diciembre, gastos que se contabilizan con cargo a créditos del ejercicio 1988, y a la baja del porcentaje de ayuda, debido al aumento de los precios mundiales del algodón.

Capítulo 16 - SECTOR VITIVINICOLA

(- 477,7 millones de ECU)

Esta disminución se debe en un 50% (- 239 millones de ECU), a la no liquidación, en 1987, de alcohol situado en almacenes públicos, tal como se había previsto inicialmente.

A este hecho se añaden:

- La pérdida de ciertos mercados de exportación (especialmente la URSS) y, por lo tanto, unos gastos menores en concepto de restituciones (- 25,6 millones de ECU);
- una cantidad menor de vino almacenado, debido sobre todo a una sobreestimación de las cantidades españolas y, en parte, a la instauración de condiciones más estrictas para la destilación complementaria al almacenamiento a largo plazo de los vinos de mesa (destilación de garantía de buen fin) (- 54,8 millones de ECU);
- una cantidad de vino destilado menor de lo que se había previsto (37 millones de HL en vez de 38,6) (- 55 millones de ECU);
- una reducción de la cantidad que se beneficia de la ayuda a los mostos concentrados para el enriquecimiento de vinos, debido sobre todo a su graduación alcohólica más elevada (por razones climatológicas) (- 90,2 millones de ECU);
- una utilización menor de los créditos previstos para las campañas de promoción de los zumos de uva (-2,5 millones de ECU).

Capítulo 17 - TABACO

Artículo 171 - Primas

(- 24,4 millones de ECU)

La cosecha no fue tan buena como se había previsto (383 000 toneladas en vez de 399 000 toneladas).

Capítulo 20 - PRODUCTOS LÁCTEOS

(- 887,3 millones de ECU)

Fueron necesarios menos créditos para los productos lácteos debido a tres factores:

- La introducción de una financiación especial (Regl. 801/87) para la liquidación de las existencias públicas de mantequilla. Una parte considerable de los gastos previstos para 1987 se prorrogó con el fin de reembolsarla a los Estados miembros a partir de 1989 (partida 2033).
- Evoluciones coyunturales que afectaron sobre todo a la leche desnatada. Las cantidades de este producto que se benefician de ayudas han sido menores de lo previsto debido al efecto de la reducción de los contingentes de leche y, en el caso de la leche desnatada líquida destinada a la alimentación de cerdos, a la disminución de la ayuda (partidas 2020 y 2023). Además, la depreciación prevista de las existencias públicas de mantequilla no pudo llevarse a cabo debido a la situación presupuestaria (partida 2034).
- La prórroga de dos meses de los pagos del FEOGA dio lugar a que se contabilizaran gastos en 1987 (partidas 2002 y 2049).

Capítulo 21 - CARNE DE VACUNO

(- 221,3 millones de ECU)

Los créditos excedentarios de la partida 2100, restituciones a la exportación, proceden de los pagos de restituciones correspondientes a una cantidad de carne menos elevada de lo previsto; así como a un tipo de restitución más reducido.

Capítulo 23 - CARNE DE PORCINO

(- 75,4 millones de ECU)

El excedente de créditos del sector de la carne de porcino se debe a que los tipos de las restituciones han sido menos elevados que los que aparecen en el presupuesto.

Capítulo 27 - M.C.A.

(- 19,9 millones de ECU)

Esta disminución se debe esencialmente a que el volumen de intercambios fue menor de lo previsto.

Capítulo 29 - OTROS GASTOS

(-182, 4 millones de ECU)

Artículo 290- Liquidación de los ejercicios anteriores

Las disponibilidades suplementarias se deben a que el importe de la liquidación de los ejercicios anteriores fue mayor de lo previsto.

Artículo 291 - restituciones en concepto de ayuda alimentaria

Las adecuaciones llevadas a cabo en la reglamentación por la que se rige la financiación de los gastos de ayuda alimentaria (anticipos) llevaron a pagar en 1987 por este concepto una cantidad inferior a las previsiones presupuestarias.

B. Capítulos a los que se transfieren los créditos

Los capítulos deficitarios que deben reformarse son los correspondientes a cereales, azúcar, oleaginosas, carne de ovino, huevos y aves de corral, productos fuera del Anexo II y montantes compensatorios monetarios.

Capítulo 10 - CEREALES (+ 606,7 millones de ECU)

Partida 1000 - Restituciones por el trigo blando (+303 millones de ECU)

Partida 1003 - Restituciones por otros cereales (+ 130,6 millones de ECU)

La necesidad de créditos suplementarios para estas partidas se debe a la baja del precio de los cereales en los mercados mundiales a lo largo del ejercicio y a la baja del dólar, que ha agravado este hecho; esto ha dado lugar a que los tipos de restitución sean más elevados de lo previsto inicialmente.

Partida 1030 - Tasa de corresponsabilidad (+ 173,2 millones de ECU)

Esta necesidad de créditos suplementarios se debe a que los ingresos derivados de la tasa de corresponsabilidad fueron menos elevados de lo previsto, debido sobre todo a que la cantidad de cereales exentos superaba las previsiones iniciales (existencias procedentes de campañas anteriores a 1986/87, cereales autoconsumidos, etc.) y a la mala cosecha de 1986/87, que fue inferior a lo previsto.

Capítulo 11 - AZÚCAR (+ 382, 6 millones de ECU)

Partida 1100 - Restituciones a la exportación (+ 380,8 millones de ECU)

La baja del precio mundial del azúcar, que continuó a lo largo del ejercicio 1987, dio lugar a que los tipos de restituciones a la exportación fueran más elevados de lo previsto.

Partida 1110 - Reembolso de los gastos de almacenamiento (+ 1,8 millones de ECU)

Esta necesidad de créditos suplementarios se deriva del pago de un importe más elevado en concepto de reembolso a tanto alzado mensual de los gastos de almacenamiento, debido a un volumen de azúcar almacenado al mes superior a la estimación que aparece en el Anteproyecto.

Capítulo 13 - OLEAGINOSAS Y PROTEAGINOSAS

(+ 700,7 millones de ECU)

Artículo 130

Partidas 1301

1302

1303

El déficit se debe esencialmente a un fuerte aumento de la producción de los tres productos en cuestión en EUR-10, en relación con las previsiones presupuestarias.

En millones de toneladas

	Previsiones presupuestarias		Estimaciones actuales	
	Campañas		Campañas	
	1986/87	1987/88	1986/87	1987/88
Colza	3,5	3,8	3,7	5,9
Girasol	1,9	2,0	2,4	2,8
Soja	0,5	0,7	0,9	1,7

Capítulo 22 - CARNE DE OVINO

(+ 22,8 millones de ECU)

Este déficit de créditos se explica por los pagos de la prima por oveja correspondientes a la campaña 1986, que han sido más elevados de lo previsto, así como por algunos pagos menores de esta misma prima correspondientes a campañas anteriores.

Hay que señalar que la utilización de créditos durante el ejercicio en este sector no es lineal. A causa de esto, la prórroga de dos meses de los pagos no ha tenido una influencia destacada en la utilización de los créditos del sector.

Capítulo 24 - HUEVOS Y AVES DE CORRAL

(+ 11 millones de ECU)

Los importantes gastos efectuados en el sector de huevos y aves de corral se deben esencialmente a que los tipos de las restituciones han sido considerablemente más elevados de lo que se preveía en el Presupuesto 1987 (365 ECU/T en vez de 240 ECU/T para las aves de corral y 335 ECU/T en vez de 225 ECU/T para los huevos).

Capítulo 25 - PRODUCTOS FUERA DEL ANEXO II

(+ 30,3 millones de ECU)

La necesidad de créditos se debe a un alza de las restituciones como consecuencia de una baja del precio mundial de los productos básicos.

Capítulo 28 - M.C.M.

(+ 312,9 millones de ECU)

La importante necesidad de créditos suplementarios para los M.C.M. se deriva esencialmente de los dos factores siguientes:

- Los reajustes de los tipos centrales del 4.8.1986 y del 11.1.1987. Se crearon, por tanto, M.C.M. negativos, debido al sistema "switch-over" (el coeficiente corrector pasó de 1,083686 a 1,137282).
- Una baja considerable de la mayoría de las monedas fluctuantes y, especialmente, de la libra esterlina y del dracma. Los MCM negativos eran, por tanto, más elevados de lo que se preveía en el Presupuesto 1987.

Historical Archives of the European Commission

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

SEC(88) 336 Final

Bruxelas, 2 de Março de 1988

ORÇAMENTO GERAL - EXERCÍCIO 1988
SECÇÃO III - COMISSÃO - PARTE B

TRANSFERÊNCIA DE DOTAÇÕES Nº 49/87 (Despesas obrigatórias)

FUNDO EUROPEU DE ORIENTAÇÃO E GARANTIA AGRÍCOLA SECÇÃO "GARANTIA"

	em ECUs
<u>DO CAPÍTULO 12 - AZEITE</u>	
Artigo 120 - <u>Restituições para o azeite</u>	25 760 000
<u>DO CAPÍTULO 14 - PLANTAS TÊXTEIS E BICHOS-DA-SEDA</u>	
Artigo 140 - <u>Linho têxtil e cânhamo</u>	
Nº 1400 - Ajudas à produção de linho têxtil	2 980 000
Nº 1401 - Acções específicas	1 490 000
Nº 1402 - Ajudas à produção de cânhamo	1 350 000
Nº 1409 - Outras intervenções	2 000 000
Artigo 141 - <u>Algodão</u>	145 260 000
<u>DO CAPÍTULO 16 - PRODUTOS DO SECTOR VITIVINÍCOLA</u>	
Artigo 160 - <u>Restituições para os produtos do sector vitivinícola</u>	25 590 000
Artigo 161 - <u>Intervenções para os produtos do sector vitivinícola</u>	
Nº 1610 - Intervenções sob a forma de armazenagem de vinhos e mostos de uvas	54 830 000
Nº 1611 - Destilação de vinho	54 980 000
Nº 1612 - Destilação obrigatória dos subprodutos da vinificação	10 600 000
Nº 1613 - Ajudas à utilização de mostos	90 200 000
Nº 1614 - Aquisição de álcool proveniente da destilação obrigatória	239 000 000
Nº 1619 - Outras intervenções	2 480 000

.../...



DO CAPÍTULO 17 - TABACO

Artigo 171 - Prémios para o tabaco

24 390 000

DO CAPÍTULO 20 - LEITE E PRODUTOS LÁCTEOS

Artigo 200 - Restituições para o leite e produtos lácteos

Nº 2002 - Restituições para os queijos

137 120 000

Artigo 202 - Intervenções sob a forma de ajudas à utilização de leite desnatado

Nº 2020 - Ajudas ao leite em pó desnatado destinado à alimentação de vitelos

145 380 000

Nº 2023 - Ajudas ao leite desnatado líquido destinado à alimentação de animais, com excepção dos vitelos

130 630 000

Artigo 203 - Intervenções sob a forma de armazenagem de manteiga e de natas

Nº 2033 - Outros custos ligados à armazenagem

327 000 000

Nº 2034 - Depreciação das existências de manteiga

13 820 000

Artigo 204 - Outras medidas relativas às matérias gordas butíricas

Nº 2040 - Ajuda ao consumo de manteiga e a beneficiários da assistência social

23 000 000

Nº 2049 - Outras medidas

110 330 000

DO CAPÍTULO 21 - CARNE DE BOVINO

Artigo 210 - Restituições para a carne de bovino

221 300 000

DO CAPÍTULO 23 - CARNE DE SUÍNO

Artigo 230 - Restituições para a carne de suíno

61 500 000

Artigo 231 - Intervenções para a carne de suíno

13 860 000

DO CAPÍTULO 27 - MONTANTES COMPENSATÓRIOS DE ADESÃO CONCEDIDOS A TÍTULO DAS TROCAS COMERCIAIS INTRACOMUNITÁRIAS

Artigo 270 - Montantes compensatórios de adesão concedidos a título das trocas comerciais intracomunitárias

19 960 000

DO CAPÍTULO 29 - OUTRAS DESPESAS

Artigo 290 - <u>Apuramento dos exercícios anteriores e dotações residuais</u>	56 810 000
Artigo 292 - <u>Restituições para as acções comunitárias de donativos alimentares</u>	
NQ 2920 - Restituições para as acções de ajuda alimentar em cereais	14 830 000
NQ 2921 - Restituições para as acções de ajuda alimentar em arroz	28 030 000
NQ 2924 - Restituições para as acções de ajuda alimentar em leite desnatado em pó	53 200 000
NQ 2925 - Restituições para as acções de ajuda alimentar em butteroil	29 540 000
	2 067 220 000

PARA O CAPÍTULO 10 - CEREAIS E ARROZ

Artigo 100 - <u>Restituições para cereais</u>	
NQ 1000 - Restituições para o trigo mole	302 980 000
NQ 1003 - Restituições para os outros cereais	130 590 000
Artigo 103 - <u>Taxa de co-responsabilidade e ajudas aos pequenos produtores</u>	
NQ 1030 - Taxa de co-responsabilidade	173 170 000

PARA O CAPÍTULO 11 - AÇÚCAR

Artigo 110 - <u>Restituições para o açúcar e a isoglicose</u>	380 800 000
Artigo 111 - <u>Intervenções para o açúcar</u>	
NQ 1110 - Reembolso das despesas de armazenagem	1 820 000

PARA O CAPÍTULO 13 - OLEAGINOSAS E PROTEAGINOSAS

Artigo 130 - <u>Oleaginosas</u>	
NQ 1301 - Ajudas à produção de colza e de nabita	250 620 000
NQ 1302 - Ajudas à produção de girassol	248 730 000
NQ 1303 - Ajudas à produção de soja	201 320 000

.../...

PARA O CAPÍTULO 15 - FRUTAS E PRODUTOS HORTÍCOLAS

Artigo 150 - Frutas e produtos hortícolas frescos

Nº 1501 - Compensações financeiras para operações de retirada e despesas de compras e para operações de distribuição

150 000

PARA O CAPÍTULO 22 - CARNES DE OVINO E CAPRINO

Artigo 221 - Intervenções para as carnes de ovino e de caprino

Nº 2210 - Prémios

22 780 000

Nº 2211 - Armazenagem

70 000

PARA O CAPÍTULO 24 - OVOS E AVES DE CAPOEIRA

Artigo 241 - Restituições para as aves de capoeira

11 020 000

PARA O CAPÍTULO 25 - RESTITUIÇÕES PARA CERTAS MERCADORIAS RESULTANTES DA TRANSFORMAÇÃO DE PRODUTOS AGRÍCOLAS

Artigo 250 - Restituições para os cereais exportados sob forma de bebidas espirituosas

15 480 000

Artigo 251 - Restituições para certas mercadorias resultantes da transformação de produtos agrícolas

14 780 000

PARA O CAPÍTULO 28 - MONTANTES COMPENSATÓRIOS MONETÁRIOS COBRADOS OU CONCEDIDOS A TÍTULO DAS TROCAS COMERCIAIS DE PRODUTOS AGRÍCOLAS

Artigo 280 - M.C.M. a título das trocas comerciais intracomunitárias

Nº 2801 - M.C.M. sobre as importações, pagos pelos Estados-membros exportadores por conta dos Estados-membros importadores (de moeda depreciada)

202 860 000

Artigo 281 - M.C.M. a título das trocas comerciais extracomunitárias

Nº 2810 - Fracção dos montantes compensatórios monetários concedidos sobre importações (nos Estados-membros de moeda depreciada) que excedem os direitos de importação

110 050 000

2 067 220 000

=====

Em conformidade com o nº 4 do artigo 21º, o Auditor Financeiro visou esta proposta de transferência de dotações em 29, 2. 1988 para certificar da disponibilidade das dotações.

FUNDAMENTAÇÃO

I) Introdução

O exercício de 1987, no que se refere às despesas do FEOGA Garantia, foi caracterizado por uma insuficiência de dotações sem precedentes. A própria Comissão tinha limitado os seus pedidos de dotações, no seu anteprojecto de orçamento, ao montante máximo resultante dos cálculos de "disciplina orçamental" emitindo, porém, as maiores reservas sobre as possibilidades de se respeitar esse limite na hipótese de uma depreciação do dólar em relação ao ECU.

Desde o início do exercício de 1987 que ficou claro que essa insuficiência de dotações ultrapassaria substancialmente o equivalente de um mês de despesas, vindo a situar-se em 4 512 mil milhões de ECUs, o que equivale a um pouco menos de dois meses de despesas.

Perante a dimensão do défice, e dada a impossibilidade de se prever com precisão suficiente a ordem de grandeza dos défices e dos excedentes que surgiriam nos diferentes capítulos após 10 meses de execução, não pareceu oportuno efectuar transferências entre capítulos durante o exercício.

Todos os ajustamentos de dotações necessárias entre capítulos estão, assim, incluídos na presente proposta de transferência.

No que se refere às dotações por utilizar dos capítulos excedentários, uma parte importante da diferença entre previsões e realizações explica-se pela decisão do Conselho de fazer transitar para os exercícios de 1989 a 1992 a contabilização do custo do programa de escoamento de manteiga efectuada em 1987 e 1988.

As justificações pormenorizadas dos ajustamentos de dotações são feitas em seguida.

II) TRANSFERÊNCIAS PROPOSTAS

A. Capítulos a partir dos quais são transferidas as dotações

As dotações excedentárias verificaram-se nos capítulos relativos ao azeite, às plantas têxteis, ao sector vitivinícola, ao tabaco, aos produtos lácteos, à carne de bovino, à carne de suíno, aos montantes compensatórios de adição e às outras despesas

Capítulo 12 - AZEITE

(- 25,8 milhões de ECUs)

A evolução da despesa neste número deve-se ao facto de as exportações de azeite avulso terem sido substituídas, em grande parte, por exportações em pequenas embalagens, e estas beneficiarem de uma taxa de restituição menos elevada.

Capítulo 14 - PLANTAS TÊXTEIS

(- 153,1 milhões de ECUs)

Artigo 141

Nº 1410

O excedente resulta, quase na totalidade, da grande concentração da despesa nos meses de Novembro e Dezembro, cujas despesas são contabilizadas nas dotações do exercício de 1988, e da descida da taxa da ajuda, devido ao aumento das cotações mundiais do algodão.

Capítulo 16 - SECTOR VITIVINÍCOLA

(- 477,7 milhões de ECUs)

Esta diminuição provém, em cerca de metade, de não ter sido escoado em 1987 o álcool em armazenagem pública, tal como fora inicialmente previsto.

A isso há que acrescentar :

- a perda de certos mercados de exportação (designadamente a URSS) e, por conseguinte, haver menores despesas com restituições (- 25,6 milhões de ECUs);
- menores quantidades de vinho armazenadas, em parte devido a uma sobreavaliação das quantidades espanholas e em parte, também, na sequência da instauração de medidas mais restritivas para a destilação complementar à armazenagem a longo prazo dos vinhos de mesa (destilação garantia de preço) (- 54,8 milhões de ECUs);
- menores quantidades de vinho destiladas do que previsto (37 milhões de hectolitros em vez de 38,6) (- 55 milhões de ECUs);
- menor destilação de subprodutos do sector vitivinícola (borras e bagaço) (- 10,6 milhões de ECUs);
- uma redução das quantidades que beneficiam da ajuda aos mostos concentrados para o enriquecimento dos vinhos, nomeadamente devido a uma graduação alcoólica naturalmente mais elevada (razões climatológicas) (- 90,2 milhões de ECUs);
- uma menor utilização das dotações previstas para as campanhas de promoção de sumo de uva (- 2,5 milhões de ECUs).

Capítulo 17 - TABACO

Artigo 171 - Prémios

(- 24,4 milhões de ECUs)

A colheita foi inferior à considerada a título de previsão (383 000 toneladas em vez de 399 000 toneladas).

Capítulo 20 - PRODUTOS LÁCTEOS

(- 887,3 milhões de ECUs)

A menor necessidade de dotações para os produtos lácteos explica-se por três elementos :

- a introdução do financiamento especial (Reg. 801/87) para o escoamento das existências públicas de manteiga. Uma parte considerável das despesas previstas para 1987 foi, pois, transitada para ser reembolsada aos Estados-membros a partir de 1989 (nº 2033).
- evoluções conjunturais que se produzem, nomeadamente em relação ao leite desnatado, em que as quantidades que beneficiam das ajudas foram inferiores ao previsto, devido à redução das quotas para o leite e, em relação ao leite desnatado líquido destinado à alimentação de suínos, de uma descida da ajuda (nºs 2020 e 2023).
Além disso, a depreciação prevista para a manteiga em armazenagem pública não pôde ser efectuada devido à situação orçamental (nº 2034).
- o prolongamento de dois meses para os pagamentos do FEOGA motivou menores despesas a contabilizar em 1987 (nºs 2002 e 2049).

Capítulo 21 - CARNE DE BOVINO

(- 221,3 milhões de ECUs)

As dotações excedentes no nº 2100, "restituições à exportação", provêm dos pagamentos de restituições sobre uma quantidade de carne menor do que previsto, assim como de uma taxa de restituição mais baixa.

Capítulo 23 - CARNE DE SUÍNO

(- 75,4 milhões de ECUs)

A razão pela qual há um excedente de dotações no sector da carne de suíno deve-se a taxas de restituição menos elevadas que as consideradas no orçamento.

Capítulo 27 - MCA

(- 19,9 milhões de ECUs)

Esta descida deve-se, essencialmente, a um volume de trocas inferior ao previsto.

Capítulo 29 - OUTRAS DESPESAS

(- 182,4 milhões de ECUs)

Artigo 290 - Apuramento dos exercícios anteriores

As disponibilidades suplementares devem-se a um montante de apuramento dos exercícios anteriores mais importante do que previsto.

Artigo 291 - Restituições ajuda alimentar

As alterações feitas à regulamentação que rege o financiamento das despesas de ajuda alimentar (adiantamentos) fizeram com que se pagasse em 1987 uma quantidade de ajuda alimentar inferior à previsão orçamental.

B. Capítulos para os quais são transferidas as dotações

Os capítulos deficitários em que é necessário um reforço são os dos cereais, do açúcar, das oleaginosas, da carne de ovino, dos ovos e aves de capoeira, dos produtos extra-anexo II e dos montantes compensatórios monetários.

Capítulo 10 - CEREAIS

(+ 606,7 milhões de ECUs)

Nº 1000 - Restituições trigo mole

(+ 303,0 milhões de ECUs)

Nº 1003 - Restituições outros cereais

(+ 130,6 milhões de ECUs)

A necessidade de dotações suplementares nestes números resulta simultaneamente da descida do preço dos cereais nos mercados mundiais durante o exercício e da descida do dólar, que amplificou o fenómeno; tudo isto provocou taxas de restituição mais elevadas do que inicialmente previsto.

Nº 1030 - Taxa de co-responsabilidade

(+ 173,2 milhões de ECUs)

A necessidade de dotações suplementares resulta de uma receita de co-responsabilidade menos elevada do que inicialmente previsto, devido essencialmente a uma quantidade de cereais isentos superior à hipótese inicial (existências resultantes de campanhas anteriores à de 86/87, cereais auto-consumidos, etc.), bem como da má colheita de 1986/87, inferior às previsões.

Capítulo 11 - AÇÚCAR

(+ 382,6 milhões de ECUs)

Nº 1100 - Restituições à exportação

(+ 380,8 milhões de ECUs)

A baixa da cotação mundial do açúcar, que continuou durante o exercício de 1987, provocou taxas de restituição mais elevadas do que inicialmente previsto.

Nº 1110 - Reembolso das despesas de armazenagem

(+ 1,8 milhões de ECUs)

Esta necessidade de dotações suplementares resulta de um montante mais elevado pago a título do reembolso fixo mensal das despesas de armazenagem, devido a ter sido armazenado mensalmente um volume de açúcar superior à estimativa do anteprojecto.

Capítulo 13 - OLEAGINOSAS E PROTEAGINOSAS

(+ 700,7 milhões de ECUs)

Artigo 130

NQs 1301

1302

1303

O déficit resulta, essencialmente, de um grande aumento da produção na EUR-10 dos três produtos em questão relativamente às previsões orçamentais.

Milhões de toneladas

	Previsões orçamentais		Estimativas actuais	
	Campanhas		Campanhas	
	1986/87	1987/88	1986/87	1987/88
Colza	3,5	3,8	3,7	5,9
Girassol	1,9	2,0	2,4	2,8
Soja	0,5	0,7	0,9	1,7

Capítulo 22 - CARNE DE OVINO

(+ 22,8 milhões de ECUs)

O déficit das dotações explica-se por pagamentos do prémio às ovelhas, a título da campanha 1986, ligeiramente mais elevados do que previsto, assim como por menores saldos desse mesmo prémio a título das campanhas anteriores. Há que notar que a utilização de dotações durante o exercício não é constante neste sector. Por essa razão, o prolongamento de dois meses dos pagamentos não teve grande influência na utilização das dotações.

Capítulo 24 - OVOS E AVES DE CAPOEIRA

(+ 11,0 milhões de ECUs)

As despesas importantes no sector dos ovos e das aves de capoeira devem-se, essencialmente, a taxas de restituição consideravelmente mais elevadas do que previsto no orçamento de 1987 (365 ECUs/t em vez de 240 ECUs/t, como previsto para as aves de capoeira e 335 ECUs/t em vez de 225 ECUs/t para os ovos).

Capítulo 25 - PRODUTOS EXTRA-ANEXO II

(+ 30,3 milhões de ECUs)

As necessidades de dotações devem-se a um aumento das restituições na sequência de uma descida das cotações mundiais para os produtos de base.

A necessidade importante de dotações suplementares para os MCM é, essencialmente, o resultado dos dois factores seguintes :

- os realinhamentos das taxas centrais de 4.8.1987 e de 11.1.1987. Foram criados MCM negativos devido ao sistema "switch-over" (transferências) (o coeficiente corrector passou de 1,083686 para 1,137282).
- uma descida considerável da maioria das moedas flutuantes e, designadamente, a libra britânica e a dracma. Os MCM negativos foram, pois, mais importantes do que previsto no orçamento de 1987.

Historical Archives of the European Commission